

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 JUILLET 1920.

PROJET DE LOI SUR LE TRAITEMENT DES INSTITUTEURS (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

I. — Propositions de loi dont la Chambre est saisie.

Les traitements du personnel enseignant des écoles primaires ont fait l'objet, dans le cours de cette session, de deux propositions de loi dues à l'initiative parlementaire.

En séance du 3 mars 1920, nos collègues socialistes, MM. Doms, Demblon, Pepin, Huysmans, Allard et Berloz déposèrent une proposition de loi (*Doc.*, n° 127), qui avait spécialement pour but de fixer le minimum et le maximum du traitement des instituteurs et des institutrices des écoles primaires et des écoles gardiennes et d'établir l'égalité entre le traitement des instituteurs et celui des institutrices.

En séance du 15 avril 1920, nos collègues, MM. Marek, Maenhaut, Poncelet, Buyl, Cocq et Neven déposèrent à leur tour une proposition de loi (*Doc.*, n° 215); plus large que la première. Cette proposition s'attachait, en adoptant les principes de la proposition de MM. Doms et consorts, à régler la situation des instituteurs ayant fait partie de l'armée, celle des maîtres spéciaux, des instituteurs suppléants, des inspecteurs pédagogiques nommés par les communes, ainsi que les mesures disciplinaires.

(1) Projet de loi, n° 432.

(2) La Commission, présidée par M. MECHERYNCK, était composée de MM. BERLOZ, BUYL, HARNIGNIE, HEYMAN, MELCKMANS, PEPIN, SIFFER, VERACHTERT et WOESTE.

Les deux propositions de loi furent soumises à l'examen des Sections et les rapporteurs respectifs furent désignés.

Enfin, en séance du 13 juillet 1920, M. le Ministre des Sciences et des Arts saisit la Chambre d'un projet de loi « sur le traitement des instituteurs ».

Le Chambre décida le renvoi de ce projet à une Commission spéciale composée des membres des Sections centrales qui avaient été chargées de l'examen des deux propositions de loi prérappelées. Cette Commission spéciale aurait donc pour mission d'examiner les trois projets.

*
* * *

Le projet de loi, déposé par l'honorable Ministre, comporte deux parties : la première partie concerne le traitement du personnel enseignant; la seconde s'occupe des obligations qui lui incombent, et modifie certains articles de la loi organique du 19 mai 1914, actuellement en vigueur, ce dont le titre de la loi aurait pu faire mention pour en préciser la portée.

Si le Ministre a adopté le titre de « *Projet de loi sur le traitement des instituteurs* », c'est qu'il a voulu rester fidèle à la promesse qu'il avait faite en prenant possession du Département des Sciences et des Arts : il n'apporterait aucune modification à la loi de 1914, mais s'attacherait à l'appliquer loyalement et en restant étranger à toute lutte scolaire.

Cette déclaration de l'honorable Ministre a déterminé la Commission spéciale à adopter, sans modification, le titre du projet de loi, tel qu'il est libellé.

II. — Justification du projet de loi.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

L'exposé des motifs fonde la réforme du traitement des instituteurs sur les considérations suivantes : *Remarquons dès le début* — dit l'exposé des motifs, page 2 — *que les revendications actuelles n'indiquent pas, généralement, d'autres justifications que le prix élevé de la vie et l'accroissement continu de celui-ci.*

Et l'exposé limite la réforme à *la capacité financière de la nation.*

C'est, selon nous, envisager la question sous l'angle de la relativité et du subjectivisme, alors que la solution équitable ne peut être la conclusion que de considérations générales d'ordre absolu et tout à fait objectif. Pour qui considère la question de ce point de vue, l'enseignement — l'enseignement primaire surtout — est le plus important et le premier des services de la nation.

Tout doit lui être subordonné, et si la capacité financière de la nation impose d'infranchissables limites à la bonne organisation de certains services publics, c'est en dernier lieu au service de l'enseignement primaire que ces limites doivent être fixées, car c'est de l'enseignement primaire que dépendent la vie et la force de la nation.

On l'a dit avec raison : c'est à l'école primaire et à l'atelier que se forment les doctrines des peuples.

L'ordre public, l'éducation civique, la puissance économique d'une nation, comme sa valeur intellectuelle et morale n'ont pas de facteur plus agissant que l'enseignement populaire.

Nulle réforme n'est durable si elle n'a son point de départ dans la formation meilleure de l'enfance. C'est donc un mode de raisonnement au moins incomplet que de procéder à des comparaisons, comme le fait l'exposé des motifs, pour tenter d'établir l'égalité entre des services publics qui ne sont égaux à l'enseignement primaire ni en importance absolue ni en rendement.

*
* *

La capacité financière de la nation invoquée quand il s'agit du service de l'enseignement équivaut à affirmer que la nation n'a pas une saine compréhension de son avenir ou est incapable d'assurer son plein épanouissement.

Notre nation cruellement éprouvée par la guerre a besoin de se refaire et de se refaire plus vigoureuse qu'avant la tourmente. Tous les Belges le veulent et tous doivent consentir les sacrifices que la situation exige.

Dès lors, il n'est pas un sacrifice que la nation ne doive s'imposer pour rendre notre enseignement populaire aussi fécond que possible.

Si la capacité financière de la nation est limitée, — et nous savons qu'elle l'est, — la prévoyance du législateur doit donc en saine logique s'exercer à *accroître cette capacité* et non à *restreindre l'enseignement* pour l'ajuster à elle.

D'autre part, établir le relèvement du traitement des instituteurs en seule considération de l'accroissement du prix de la vie c'est faire dépendre la situation de l'instituteur d'un facteur qui n'est pas le plus important.

Or, il est évident qu'avant 1914 nos instituteurs ne jouissaient pas d'un traitement proportionné aux études qu'ils ont faites, au travail qu'ils fournissent, au dévouement que leur conscience professionnelle leur commande, à la considération dont ils doivent jouir pour que leurs efforts soient féconds et par-dessus tout aux services qu'ils rendent à la nation.

Partant de ces principes, il nous paraît indispensable que le législateur donne à la rémunération des instituteurs une solution définitive, en d'autres termes que cette rémunération soit mise en rapport avec la dignité de la mission sublime et grave de responsabilités, d'éducateur populaire.

S'il est bon de rappeler les principes qui doivent dominer la réforme, encore faut-il se garder de méconnaître ou de nier les faits et se souvenir que pour assurer une réalisation pratique, il importe d'harmoniser l'idéal et le possible.

C'est dans ce travail d'adaptation que doivent intervenir les considérations contingentes de la capacité financière du pays et du prix actuel de la vie.

Nous n'avons pas voulu éliminer, ignorer, sous-évaluer l'importance de ces deux considérations. Au contraire, nous avons voulu les admettre comme facteurs dans l'ensemble du problème que tend à résoudre le projet de loi qui nous est soumis.

En dehors de ces considérations générales, nous avons à tenir compte d'autres facteurs.

En premier lieu, j'insiste sur le fait que l'insuffisance du traitement du personnel enseignant est la raison essentielle du nombre trop restreint de jeunes gens qui se destinent à la carrière de l'enseignement.

Si nous tenons compte pour l'ensemble du pays, du nombre d'élèves, qui fréquentent nos écoles normales, nous constatons que, par rapport à la situation d'avant 1914 il y a plutôt recul que progrès.

Il n'y a là rien d'étonnant. L'industrie privée, qui a besoin du concours de tant d'hommes intelligents et bien instruits — et a raison que, de ce fait, se voit forcée de les rémunérer largement — attire la jeunesse de nos écoles. Notre jeunesse donne la préférence à d'autres fonctions publiques, mieux rétribuées que celles d'instituteur.

C'est ce qui justifie les plaintes générales sur le défaut de normalistes, et surtout le défaut d'un personnel enseignant suffisant. Si des mesures radicales ne sont pas prises d'urgence, cette situation pourrait devenir un danger réel. Car cette « crise » surgit à un moment fort inopportun. En effet, plus que jamais la jeunesse de nos écoles exige le dévouement illimité du personnel enseignant. Partout se fait sentir l'influence variée et néfaste que la guerre a exercée sur les enfants de nos écoles au point de vue intellectuel comme au point de vue moral.

Nos enfants du peuple n'ont joui, pendant la guerre, que d'un enseignement très incomplet et même, dans certaines localités, aucun enseignement ne leur a été donné.

Le désœuvrement, les sociétés dangereuses, la nécessité de trafiquer et bien d'autres facteurs encore ont eu une influence très nuisible, même désastreuse sur la jeunesse de nos écoles.

On se demande avec appréhension ce que deviendront la culture intellectuelle, la vertu, l'esprit de travail et de justice, la bienséance, si, en présence de cet effondrement déplorable, l'on n'assure pas un enseignement populaire bien organisé.

Comment remédier à cette situation ? On y remédiera en grande partie par l'école. Efforçons-nous donc d'orienter notre jeunesse estudiantine vers les études d'instituteur, en lui assurant une existence convenable.

Ne perdons pas de vue, d'autre part, la situation des instituteurs-qui ont déjà consacré leurs meilleures forces à l'enseignement populaire. Pendant trop longtemps ils ont joui d'un traitement insuffisant. Pour un grand nombre d'eux la guerre a été, au point de vue économique, une période de privations, même de sous-alimentation. Surtout les familles nombreuses d'instituteurs, ont connu toutes les misères de la guerre. Depuis la fin de la guerre bon nombre d'instituteurs ne sont pas encore parvenus à pourvoir « d'une façon normale » aux besoins de leur famille, et la rétroactivité, prévue par le projet de loi, fournira à d'aucun le moyen de se libérer des dettes qu'ils ont contractées.

Sans doute, il est pénible de publier tout cela dans un rapport ; je n'ai

pas hésité pourtant à le faire, parce que je sais que c'est la vérité et que dans l'espèce, la vérité doit être dite.

Nous estimons donc que le traitement des instituteurs doit être tel qu'il décide la jeunesse à entrer dans la carrière de l'enseignement et qu'il y a lieu d'autre part, de tenir compte des services rendus par ceux qui déjà se sont voués à l'enseignement populaire.

*
* *

Nous sommes persuadés que les considérations générales suffiront pour convaincre la Chambre qu'il importe de donner par la présente loi une solution, autant que possible définitive, à la question des traitements des instituteurs.

Le projet de loi comprend également quelques articles relatifs aux devoirs du personnel enseignant et aux sanctions éventuelles à l'égard de ceux qui y failliraient. Personne, nous en sommes persuadés, ne fera un grief à M. le Ministre d'y avoir songé en rédigeant le projet de loi dont nous sommes saisis.

Sans doute, l'adoption du présent projet de loi, imposera à l'État une lourde charge financière. Les chiffres rappelés par l'Exposé des motifs (pp. 10 et 11) sont suffisamment éloquentes à cet égard. L'État a le droit de veiller à ce qu'il soit fait un bon usage des 77 à 78 millions de dépenses fixes nouvelles et à ce qu'elles soient aussi productives que possibles.

Quand on considère, d'autre part, qu'un enseignement populaire bien donné a, comme nous le disons plus haut, une importance capitale, nous sommes absolument persuadés que tout le personnel enseignant se rendra compte de la portée de ces dispositions de la loi et aura à cœur de compenser le grand sacrifice, que l'État s'impose, en apportant plus de zèle encore dans l'accomplissement de ses devoirs.

On ne saurait d'ailleurs mieux atteindre ce but qu'en assurant une position convenable aux instituteurs. On est d'autant plus autorisé à l'espérer que M. le Ministre dit dans l'Exposé des motifs (p. 2) que « *le relèvement nouveau du barème justifie la suppression de tout cumul étranger aux choses de l'enseignement proprement dit* ».

Cette mesure, sagement comprise et appliquée, permettra à l'instituteur de se consacrer entièrement à l'enseignement. Il n'en fut pas ainsi dans le passé; de nombreux instituteurs, surtout ceux qui avaient charge de famille, devaient, en effet, suppléer à l'insuffisance de leur traitement en se chargeant de fonctions accessoires parfois fort lourdes. Désormais l'instituteur pourra consacrer plus de temps à ses propres études et à sa culture personnelle, chose hautement désirable à tous les points de vue.

*
* *

Le projet de loi, qui nous est soumis, consacre d'autres principes. Nous nous en occuperons dans l'examen des articles.

Pour permettre à la Chambre de se faire une idée précise des dispositions qui lui sont soumises nous avons joint à notre rapport deux tableaux :

1° Le premier tableau établit une comparaison fort succincte entre les dispositions du projet de loi du Gouvernement et celles de la proposition de loi Marck-Buyl.

Cette dernière semble avoir rallié la sympathie de presque toutes les fédérations d'instituteurs.

2° Le second tableau comprend les dispositions de la loi organique de 1914 et de la loi du 13 novembre 1919, qui sont modifiées par le projet de loi du Gouvernement. Le texte du Gouvernement y est mis en regard. La dernière colonne comprend les modifications proposées par la Commission spéciale aux différents articles. La Commission spéciale a pris comme base de discussion le projet de loi du Gouvernement et s'est efforcée d'y introduire, autant que possible, les améliorations répondant aux vœux du personnel enseignant.

La Commission a adopté le projet de loi par 5 voix et 3 abstentions. Un membre a déclaré s'abstenir, parce que les améliorations introduites lui paraissent insuffisantes.

Examen des articles.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier proclame le principe de l'égalité des traitements pour les instituteurs et les institutrices.

La Commission spéciale s'est unanimement rallié à ce principe.

Le texte forme un article 28^{bis} à insérer dans la loi organique à la suite de l'article 28, avec lequel il n'y a pas de corrélation.

La Commission spéciale estime qu'il serait préférable d'énoncer ce principe à l'article 23 dans lequel la loi fait pour la première fois allusion aux traitements.

Cela permettrait en outre à la législature de rectifier le texte de cet article dont le premier alinéa serait rédigé comme suit :

ARTICLE PREMIER.

« L'alinéa premier de l'article 23 de la loi organique de l'enseignement
» primaire est rédigé comme suit :

» Les subsides que l'État accorde annuellement aux communes et aux
» directions des écoles adoptables pour l'entretien, respectivement des écoles
» primaires communales et adoptées et des écoles primaires adoptables,
» sont équivalents aux traitements du personnel enseignant, qui sont les
» mêmes pour les instituteurs et les institutrices, se calculent d'après le

» barème minimum établi par les articles 29, 30 et 31 et comprenant en
» outre les indemnités de direction prévues par l'article 32 de la présente
» loi. Ces subsides sont liquidés mensuellement et directement au profit des
» membres du personnel. »

ART. 2.

La Commission spéciale a adopté, par 5 voix contre 2 et une abstention, des modifications dans la fixation du traitement de base et des augmentations périodiques.

Nous reviendrons sur ces modifications à l'article 4.

La Commission fixe le traitement de base à 4,500 francs, au lieu de 4,800 francs, mais, d'autre part, elle porte le maximum à 9,000 francs au lieu de 8,000 francs, chiffre adopté par le projet de loi.

* * *

Dans la discussion de l'article 2, un membre a fait observer que l'article 29, alinéa 2, relatif à l'indemnité de résidence, consacra une injustice au préjudice des instituteurs et institutrices qui, mariés, exercent leurs fonctions dans la même commune.

L'alinéa 2 dudit article 29 est libellé comme suit :

« Lorsque le mari et la femme sont attachés à une école de la même
» commune, ils ne peuvent prétendre qu'à un seul logement et à une seule
» indemnité simple de résidence ; ou à une indemnité double (l'instituteur)
» et à une indemnité simple de résidence (l'institutrice) ».

Faisons remarquer tout d'abord qu'aux termes de l'article 29, alinéa 2, de la loi organique, tous les instituteurs et toutes les institutrices ont droit à une indemnité de résidence variant, d'après la population de la commune, de 200 à 500 francs.

Les instituteurs et institutrices mariés ont droit à une indemnité de résidence *double*.

En conséquence, un instituteur, ayant épousé une institutrice, devrait donc avoir droit à une indemnité de résidence double, de même que sa femme, soit *deux fois* une indemnité de résidence *double*.

Or, voici qu'elle est la situation actuelle :

Une institutrice, qui aurait épousé un fonctionnaire, aurait droit à une indemnité de résidence *double*.

Une institutrice ayant épousé un instituteur qui exerce ses fonctions dans une commune *des environs*, aurait droit à une indemnité de résidence double, de même que son mari.

Par contre une institutrice ayant épousé un instituteur qui exerce ses fonctions dans *la même* commune, ne pourra prétendre qu'à une indemnité de résidence *simple*.

Néanmoins la Commission n'a pas cru devoir proposer un autre texte, parce qu'elle est d'avis que trois indemnités de résidence (2 + 1) doivent être considérées comme suffisantes. D'autre part, elle a tenu compte du fait

que les fonctions exercées *dans la même commune* donnent lieu à moins de dépenses, que lorsque l'instituteur marié et l'institutrice mariée doivent se déplacer dans des communes différentes.

En conséquence, la commission spéciale propose de modifier le premier alinéa de l'article 2, comme suit :

1° Un traitement de base de 4,500 francs. (*La suite comme à l'article 4.*)

ART. 3.

Cet article fixe le traitement du personnel diplômé des écoles primaires, vivant en commun. Ce traitement est fixé à la moitié du traitement du personnel laïc.

Afin d'éviter toute confusion dans l'interprétation du texte, la Commission spéciale propose d'ajouter après le mot « instituteur » le mot « institutrice », et, par conséquent, de rédiger l'article comme suit :

« D. Le traitement de base des instituteurs *et institutrices* non mariées, » vivant en commun, des écoles adoptées, etc... »

Si la modification proposée par la Commission spéciale à l'article 2, alinéa 1, est adoptée (4,500 francs de traitement de base), le chiffre de 2,400 francs, prévu à l'article 3, devra être porté à 2,250 francs, soit la moitié de 4,500 francs.

ART. 4.

Cet article fixe les augmentations périodiques:

Le projet du Gouvernement fixe comme suit les augmentations pour les instituteurs et institutrices primaires, ainsi que pour les institutrices des écoles gardiennes, porteurs de diplôme d'institutrice primaire :

Traitement de base : 4,800 francs.

AUGMENTATIONS :

5 augmentations annuelles					
de	200 fr.,	soit 1,000 fr.	après 5 années de service.		
5 augmentations biennales					
de	200	id.	1,000	id.	10 id.
4 augmentations triennales					
de	200	id.	800	id.	12 id.
1 dernière augmentation					
après 30 années de service					
de	400	id.	400	id.	3 id.

Total des augmentations. . fr. 3,200 après 30 années de service.

Traitement de base . . . 4,800 francs

Augmentations . . . 3,200 id.

Soit. . . 8,000 francs, maximum après 30 années de service.

La Commission spéciale propose de fixer comme suit les augmentations :

Traitement de base : **4,500** francs.

AUGMENTATIONS :

10 augmentations annuelles de 200 fr., soit 2,000 fr. après 10 années de service.

10 id. id. 150 fr., soit 1,500 fr. id. 10 id.

10 id. id. 100 fr., soit 1,000 fr. id. 10 id.

Total des augmentations. . . 4,500 fr. après 30 années de service.

Traitement de base. . . 4,500 francs.

Augmentations . . . 4,500 francs.

Soit. . . **9,000** francs maximum après **30** années de service.

*
* * *

Quels sont les motifs qui ont engagé la Commission à proposer ces modifications ?

1° *Traitement de base* : Pour justifier la fixation du traitement de base à 4,800 francs, M. le Ministre invoque principalement la nécessité d'encourager les jeunes instituteurs et de favoriser leur recrutement. Sur ce point nous sommes entièrement d'accord avec lui. A cet égard, nous sommes d'avis que le traitement de base proposé par la Commission (et repris de la proposition de loi Marck-Buyt) peut être considéré comme répondant également à cette nécessité, si l'on tient compte en même temps des allocations accessoires qui sont accordées à tous les instituteurs, sans en excepter les plus jeunes et les débutants.

Ces allocations sont : 600 francs comme vie chère et une indemnité de résidence *d'au moins* 200 francs dans les plus petites communes et qui s'élève en moyenne à 300 francs.

Le traitement de base du jeune instituteur (19 à 20 ans) sera donc *d'au moins* :

$$4,500 + 600 + 2 \text{ à } 300 \text{ francs} = 5,400 \text{ francs (5,300 francs)}.$$

Après 10 ans de service, cet instituteur jouirait à l'âge de 30 ans, d'après la proposition de la Commission, d'un traitement minimum de 5,400 + 2,000, soit 7,400 francs.

*
* * *

D'autre part, la Commission a voulu tenir compte du fait, que les intérêts des instituteurs, qui, depuis des années déjà, n'ont qu'un traitement dérisoire,

ne peuvent être méconnus. La meilleure solution consiste dans la fixation d'augmentations aussi élevées que possible et dans la succession de ces augmentations la plus rapide possible. En outre, le minimum doit être élevé le plus possible, surtout en vue de l'établissement ultérieur du taux de la pension.

Un maximum de 9,000 francs, après 30 années de service dans l'enseignement, ne nous semble nullement exagéré.

Il doit être bien entendu que, même avec le traitement de base de 4,500 francs, l'indemnité de vie chère de 600 francs, prévue par l'article 13 de la présente loi, reste acquise, mais n'est pas majorée.

*
* *

Le personnel enseignant a exprimé le vœu de voir fixer le maximum après 25 années de service. A cette prétention, M. le Ministre oppose les arguments suivant :

1° Si le maximum est accordé au personnel enseignant, après 25 ans de service, la même faveur sera réclamée par tous les autres fonctionnaires qui, actuellement, atteignent en général leur maximum qu'après 30 années de service.

L'État ne pourrait entrer dans cette voie.

2° Beaucoup d'instituteurs seraient tentés de quitter l'enseignement après 25 années de service et, en moyenne, à l'âge de 45 ans. Il n'y a pas lieu d'encourager pareil mouvement : d'abord, parce qu'il y a pénurie d'instituteurs, ensuite, parce que tous les instituteurs n'ont pas épuisé leurs forces à l'âge de 45 ans.

Au surplus, étant donné que les communes elles-mêmes n'interviennent plus dans le paiement des traitements des instituteurs, puisque c'est l'État qui liquide les traitements, on dédouble partout les classes. Depuis novembre dernier, on a organisé 1,400 classes nouvelles. Il en résulte que l'effort des instituteurs est moindre par suite de la diminution du nombre des élèves, ce dont nous devons nous féliciter.

La Commission spéciale s'est ralliée à l'avis de M. le Ministre.

*
* *

La Commission spéciale propose de rédiger l'article 31 A comme suit :

- « a) Pour les instituteurs *et les institutrices* laïcs de dix augmentations annuelles de 200 francs; et de dix augmentations de 100 francs jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 4,500 francs le traitement de base de 4,500 francs, prévu à l'article 2, § 1 de cette loi, modifiant l'article 29, § 1 de la loi organique de l'instruction primaire.
- » b) Pour les instituteurs *et les institutrices* non mariés etc. »

ART. 5.

L'article 5 est rédigé comme suit :

« L'article 31 B, alinéa 1, est modifié comme suit :

» B. *Pour la période antérieure à la présente loi... etc., »*

A ce texte, la Commission spéciale a ajouté le commentaire suivant :

A l'exposé des motifs (p. 6) le Ministre dit : « Pour la supputation de celles-ci (les augmentations), sont admissibles les services déterminés par l'article 31, littéra B, de la loi du 13 novembre 1919. Nous ne modifions cet article qu'en y comprenant les services rendus dans l'enseignement Frœbel. »

Il est donc entendu que l'article 31 B n'est modifié a) que dans son alinéa premier; b) que cet alinéa premier ne porte d'autre modification que d'y comprendre les services rendus dans les écoles Frœbel. La modification est donc extensive et non restrictive.

La conséquence en est que les alinéas suivants de l'article 31 B restent en vigueur.

ART. 6.

A la page 6 de l'exposé des motifs Monsieur le Ministre dit qu'il se rallie aux chiffres des augmentations prévues dans son projet de loi, à la condition expresse de trouver dans l'allocation des augmentations un stimulant constant du labeur professionnel.

La commission spéciale s'est déclaré d'accord en principe avec Monsieur le Ministre.

Cependant, la commission estime qu'il ne faut pas, par un texte de loi, aller au-delà du but que l'on veut atteindre. C'est le cas pour certaines stipulations telles qu'elles nous sont proposées à l'article 6. La commission spéciale, après une longue discussion, a décidé de proposer le texte suivant à l'article 6 :

« ART. 6.

» Les dispositions suivantes sont insérées à l'article 31, à la suite du litt. B.

» B^{bis}. *A partir de la mise en vigueur de la présente loi, les augmentations ne seront accordées que si elles sont méritées par des services dépassant la moyenne. N'y auront pas droit, les instituteurs et les institutrices d'une conduite notoire ou ceux qui négligeraient de remplir leurs devoirs tels qu'ils sont définis par la loi ou les règlements.*

» B^{ter}. *Le service scolaire comprend, outre le service de l'enseignement proprement dit, le service de l'assistance aux œuvres complémentaires de l'école, telles qu'elles seront définies par arrêté royal. »*

ART. 7.

En vertu de l'article 7, les augmentations sont proposées par l'autorité compétente.

En conséquence, l'augmentation du traitement serait pour l'instituteur *non plus un droit, mais une récompense*.

C'est la consécration d'un principe essentiellement nouveau auquel la Commission n'a pas pu se rallier.

Et d'abord, pourquoi refuserait-on aux instituteurs seuls le *droit* à des augmentations, alors que cette exclusion ne s'applique à aucune autre catégorie de fonctionnaires ?

Ensuite, l'*autorité compétente* n'est pas suffisamment déterminée par le texte : quelle est en l'occurrence l'autorité compétente ? Est-ce l'autorité communale ou le comité scolaire ? Est-ce l'inspection ? Sont-ce les deux à la fois ?

En troisième lieu — et c'est l'objection la plus sérieuse — cette nouvelle disposition, en vertu de laquelle *les augmentations sont proposées*, par ex. par l'autorité communale, peut donner lieu à des abus nombreux et déplorables.

Supposons qu'une administration communale soit composée en majeure partie de membres qui ne partagent pas les opinions politiques de l'instituteur — notamment à la suite d'une élection communale ; — ne serait-il pas à craindre que dans ce cas on cherche des échappatoires pour *ne pas proposer* les augmentations au profit de l'instituteur ?

N'est-il vraiment pas désirable que l'instituteur soit autant que possible mis à l'abri de toute influence politique ?

La Commission spéciale était donc d'avis, que le droit aux augmentations doit être maintenu, tel qu'il est consacré par la loi actuelle, au profit de tous les instituteurs qui remplissent leurs devoirs dans les conditions prévues par l'article 6 de la loi.

Celui qui ne fait pas son devoir, doit être puni, évidemment. Les augmentations doivent pouvoir lui être refusées, *à titre de sanction*.

Or l'article 31, littéra C de la loi organique autorise l'autorité à refuser les augmentations dans ces conditions.

C'est pourquoi la Commission spéciale a émis l'avis que le texte proposé à l'article 7 pouvait être supprimé.

Elle a toutefois exprimé le vœu, que, pour des raisons graves, le Ministre soit autorisé à refuser *directement* les augmentations.

A l'effet de conférer ce pouvoir au Ministre, la Commission spéciale propose de rédiger l'article 7 comme suit :

« ART. 7.

» La disposition suivante est insérée à l'article 31, littéra C : à la suite des
» mots : *qu'il y a lieu de retenir tout ou une partie de l'augmentation*
» *périodique de traitement*

» *Toutefois, le Ministre compétent pourra pour des motifs graves déclarer*
» *directement qu'il y a lieu de refuser les augmentations prévues à l'article 4*
» *de la présente loi.* »

ART. 8.

Pour les motifs invoqués lors de l'examen des articles 2 et 4, la Commission spéciale propose de modifier le traitement de base et les augmentations *des*

institutrices d'écoles gardiennes, qui n'ont pas de diplôme d'institutrice primaire.

Voici le tableau comparatif des propositions du Gouvernement et de celles de la Commission.

A. — Proposition du Gouvernement.

Traitement de base : 3,600 francs.

AUGMENTATIONS :

5 augmentations annuelles					
de	150 fr.,	soit	750 fr.	après	5 années de service.
5 augmentations biennales					
de	150	id.	750	id.	10 id.
4 augmentations triennales					
de	150	id.	600	id.	12 id.
1 dernière augmentation de	300	id.	300	id.	3 id.
à la 30 ^e année de service.					
			2,400	id.	30 id.

Traitement de base . . . 3,600 francs.

Augmentations . . . 2,400 id.

Soit . . . 6,000 francs, après 30 années de service.

B. — Proposition de la Commission spéciale.

Traitement de base : 3,300 francs.

AUGMENTATIONS :

10 augmentations annuelles de	150 fr.,	soit	1,500 fr.	après	10 années de service.
10 id.	100 fr.,	soit	1,000 fr.	id.	10 id.
10 id.	80 fr.,	soit	800 fr.	id.	10 id.
			3,300 fr.	après	30 années de service.

Traitement de base . . . 3,300 francs.

Augmentations . . . 3,300 id.

Soit . . . 6,600 francs maximum après 30 années de service.

En conséquence, la Commission propose de modifier l'article 8 comme suit :

1^o Remplacer 3,600 francs par 3,300 francs;

2^o L'alinéa 16 du même article est modifié comme suit :

« Les institutrices gardiennes ont droit si elles possèdent le diplôme d'institutrice primaire ou de régente aux augmentations prévues à l'article 4

litt. A et B de cette loi, visant les instituteurs et institutrices laïcs et les instituteurs et institutrices non mariés vivant en commun. »

Si elles ne possèdent que le certificat d'aptitude aux fonctions d'institutrice gardienne, ou si elles en sont dispensées en vertu de l'alinéa 8 du présent article, les taux des augmentations sont fixés comme suit :

Dix augmentations annuelles de 150 francs ; dix augmentations annuelles de 100 francs et dix augmentations annuelles de 80 francs jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 3,300 francs le traitement de base de 3,300 francs prévu à l'article 8, alinéa 1° de cette loi, modifiant l'article 33, alinéa 16 de la loi organique de l'instruction primaire.

ART. 9.

La commission spéciale se rallie au texte proposé.

ART. 10.

A l'article 10, le Gouvernement propose d'insérer un article nouveau à la suite de l'article 26 de la loi scolaire. M. le Ministre des Sciences et des Arts semble vouloir donner un statut aux instituteurs des écoles adoptées et adoptables et assurer notamment une plus grande stabilité de leur emploi.

On ne peut que lui en savoir gré.

Mais le Gouvernement semble avoir perdu de vue que, en ce qui concerne les instituteurs communaux, cet article n'a pas sa raison d'être à moins qu'il ne veuille empêcher les instituteurs de se mettre en grève.

Un membre de la Commission spéciale s'est élevé contre cette idée.

La première phrase est en contradiction avec le principe de la stabilité de l'emploi d'instituteur communal ; la seconde et la troisième phrase en opposition formelle avec le dernier alinéa de l'article 36 qui n'est pas abrogé ; cet alinéa est ainsi conçu : « *L'instituteur démissionnaire est tenu de rester à la disposition de l'Administration communale pendant un mois au plus à dater de la remise de sa démission.* »

Certes, le Ministre a le devoir de veiller aux intérêts de l'enseignement qui doivent primer les intérêts individuels du personnel enseignant ; mais le législateur n'a pas le droit d'enrayer l'avenir de l'instituteur et de l'empêcher notamment d'accepter un poste plus avantageux (de chef d'école, par exemple) qui deviendrait subitement vacant et auquel il devrait renoncer si la disposition proposée passait à l'état de texte légal.

D'autre part, l'alinéa 2 de l'article 26^{bis} proposé, traite de la révocation. Ce point est déjà réglé à l'article 25 en ce qui concerne les instituteurs communaux. M. le Ministre parle de toute peine disciplinaire pouvant entraîner la révocation. Y-a-t-il d'autres peines que la révocation elle-même qui puissent entraîner la révocation ? Je ne le pense pas.

L'article 26^{bis} tend enfin à consacrer une innovation : le droit pour l'instituteur sous le coup d'une peine disciplinaire de faire présenter sa défense devant

les corps délibérants qui doivent les juger. Nous ne pouvons qu'applaudir à cette mesure.

Je crois cependant que pour la clarté des textes de loi, il serait préférable de trancher dans les articles différents du statut de l'instituteur communal et de celui de ses collègue des écoles adoptées et adoptables. Ces statuts sont essentiellement différents.

Pour ce qui concerne les écoles adoptées et adoptables, ce statut doit être fixé de commun accord entre l'État — payant les instituteurs — et les autorités compétentes.

Pour tous ces motifs, et en attendant que ces statuts puissent se faire dans un temps rapproché, la Commission a décidé à la majorité de ses membres de proposer pour le moment la suppression de l'article 10 qui nous est soumis.

ART. 11.

L'article 11 traite de la réorganisation de l'inspection. Le premier alinéa de cet article présente une lacune : Depuis 1916 le corps de nos inspecteurs de l'enseignement primaire comprend un *inspecteur général*, comme le corps inspectoral de l'enseignement moyen, celui de l'enseignement professionnel et celui de l'enseignement agricole.

La nomination d'un fonctionnaire coordonnant et contrôlant l'action de plus d'une centaine d'inspecteurs de l'enseignement primaire s'imposait depuis longtemps. La loi ne doit pas l'ignorer et doit lui donner l'autorité voulue.

Un membre a proposé d'insérer à la suite du premier alinéa une phrase ainsi conçue :

« *Un inspecteur général* (éventuellement un pour le pays flamand et un pour le pays wallon) *contrôle et coordonne l'action de tout le personnel de l'inspection. Il visite les écoles et assiste aux conférences cantonales quand il le juge utile.* »

M. le Ministre a déclaré à la Commission spéciale qu'il va de soi que l'inspecteur général « *contrôle et coordonne l'action du personnel de l'inspection* ». Il fera une déclaration dans ce sens au cours de la discussion et estime dans ces conditions que le texte proposé est inutile. La Commission spéciale s'est rangée à cet avis.

ART. 12.

La commission spéciale a exprimé la crainte que la rétribution des directeurs communaux par l'État, dont il est question dans le présent article, n'entraîne dans un trop grand nombre de communes, la création de semblable fonction qui n'est absolument pas indispensable, d'autant plus qu'elle fait souvent double emploi avec celles d'inspecteur communal, qui sont rétribuées par la commune elle-même.

En conséquence la Commission spéciale propose par 6 voix contre 3, la suppression de l'article 12.

ART. 13.

La Commission se rallie au texte du Gouvernement.

ART. 14.

La Commission spéciale propose de dire :

Cette loi sortira ses effets à partir du *1^{er} mai 1920*.

DISPOSITIONS NOUVELLES

La Commission spéciale propose d'insérer dans le projet du Gouvernement deux dispositions nouvelles : la première est relative à l'indemnité familiale, la seconde concerne le calcul des années de service des instituteurs-anciens combattants.

ART. 2.

L'article 29, 5°, de la loi organique alloue une indemnité familiale de *100 francs* par an pour chaque enfant mineur à charge d'un instituteur marié, d'une institutrice mariée, d'un veuf ou d'une veuve.

La Commission spéciale propose de porter cette indemnité familiale à *fr. 182.50* par an (*fr. 0.50* par jour) :

1° A titre d'encouragement aux familles nombreuses d'instituteurs;

2° A l'effet d'établir l'égalité, en matière d'indemnité familiale, entre les instituteurs et les autres fonctionnaires, employés et ouvriers, qui reçoivent également une indemnité de *fr. 182.50* par an et par enfant.

ART. 4.

L'article 31, § 4, littéra *b* de la loi scolaire contient déjà certaines dispositions en faveur des instituteurs anciens combattants.

Ces dispositions ont un double objet :

1° *a)* Les services rendus par les instituteurs dans les armées alliées; *b)* les services rendus dans les écoles belges ou alliées par les instituteurs réfugiés, sont compris dans la supputation des années de service.

2° Le temps de service donnant droit à l'attribution de chevrons de front; le temps pendant lequel les instituteurs ont été effectivement prisonniers; le temps pendant lequel les instituteurs civils ont été déportés ou internés sont comptés *double* dans le calcul des années de service.

La Commission spéciale propose d'ajouter :

Au numéro 1 : « Sont compris dans la supputation des années de service :
« *a)* les services rendus par les soldats-instituteurs dans les écoles des armées

» belges ou alliées; les années pendant lesquelles les instituteurs ont été empê-
» chés par force majeure d'exercer leurs fonctions. »

Au n° 2 : « Est compté double dans le calcul des années de service le temps
» pendant lequel les instituteurs mobilisés ou les instituteurs volontaires de
» guerre ont, par suite de maladies, de blessures ou d'infirmités contractées à
» l'armée, été dans l'impossibilité d'obtenir des chevrons de front. »

La Commission adopte le projet ainsi amendé, et prie la Chambre de l'accueillir à son tour.

Le Rapporteur,
HENRI HEYMAN.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

COMPARAISON ENTRE LES PROJETS :

DESTREE.

MARCK-BUYL.

I. — Égalité des sexes.

Admise comme principe à l'article 1. Reprise à chaque article : traitement de base; indemnités; augmentation de base.

II. — Traitement de base.

Laïcs :

4,800 { Instituteurs, institutrices,
institutrices gardiennes
diplômées primaires.

3,600 { Pour les institutrices gar-
diennes non diplômées
primaires.

Congréganistes :

Moitié des laïcs.

Laïcs :

4,500 { Instituteurs, institutrices,
institutrices gardiennes
diplômées primaires.

3,600 { Pour les institutrices gar-
diennes non diplômées
primaires.

Congréganistes :

Base du 13 novembre 1919, c'est-à-dire 6/10 du traitement des laïcs.

III. — Augmentations périodiques.

Laïcs :

a) Primaires et gardiennes diplômées
primaires :

5 annuelles de 200 . fr. 1,000
5 biannuelles de 200 . . 1,000
4 triennal de 200 . . . 800
1 dernière de 400 . . . 400

TOTAL . . fr. 3,200

après 30 ans de services.

Laïcs :

a) Primaires et gardiennes diplômées
primaires :

20 annuelles de 200 . fr. 4.000
5 annuelles de 300 . . 1,500
TOTAL . . fr. 5,500

au lieu de 5,000 inscrits dans le
projet après 25 ans de services.

En supposant l'instituteur entré à 20 ans, il aura son *maximum* :

Après 30 ans de services à 50 ans : 8,000 francs.	Après 25 ans de services à 45 ans : 9,500 ou 9,000 francs.
<i>Laïcs</i> :	<i>Laïcs</i> :
b) Gardiennes non diplômées primaires :	b) Gardiennes non diplômées primaires :
5 annuelles de 150 . . fr. 750	Comme ci-dessus :
5 biannuelles de 150 . . 750	
4 triennalles de 150 . . 600	
1 dernière de 300 . . . 300	$3,600 + \left\{ \begin{array}{c} 5,500 \\ \text{ou} \\ 5,000 \end{array} \right\} = \begin{array}{c} 8,600 \\ \text{ou} \\ 9,100 \end{array}$
Après 30 ans de services fr. 2,400	

IV. — Indemnité de résidence.

Comme par le passé : (Loi du 13 novembre 1919.)	
<i>Laïcs</i> :	<i>Laïcs</i> :
Communes de 5,000 habitants . . . fr. 200 400	Communes de 25,000 habitants . . . fr. 400 800
Communes de 5,001 à 40,000 habitants . . 300 600	Communes de 25,001 à 100,000 habitants . 600 1,200
Communes de 40,001 à 100,000 habitants. . 400 800	Communes de plus de 100,000 habitants . . 750 1,500
Communes de plus de 100,000 habitants . . 500 1,000	
DOUBLE aux chefs d'écoles (instituteurs et institutrices) et aux instituteurs mariés.	DOUBLE aux chefs d'écoles (instituteurs et institutrices) et instituteurs mariés et institutrices mariées.
	La valeur locative est, le cas échéant, défalquée de l'indemnité de résidence.
<i>Congréganistes</i> :	<i>Congréganistes</i> :
Double aux chefs d'école seulement.	Base du 13 novembre 1919.
Rien aux autres.	C'est-à-dire indemnité simple au chef d'école, rien aux autres.

V. — Indemnités pour certificats.

Maximum porté de 100 à 300 francs.	Comme par le passé (100 francs maximum).
--	--

VI. — Indemnité familiale.

100 francs (ou fr. 182.50 par en-	300 francs par enfant mineur à
fant mineur à charge.	charge.
	100 francs par ascendant à charge.

VII. — Vie chère.

Laïcs : 600 francs.	
Congréganistes : 300 francs.	<i>Rien.</i>

VIII. — Indemnité de direction.

Laïcs :	Congréganistes :	
100 fr. par classe.	Indemnité double au	<i>Rien.</i>
avec 200 fr. minimum.	chef d'école; rien aux	<i>Comme par le passé.</i>
et 600 fr. maximum.	autres.	

IX. — Rétroactivité.

Pas de rétroactivité.	1 ^{er} Janvier 1920.
-----------------------	-------------------------------

Loi actuelle.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld

ART. 23.

Des bourses spéciales d'études, à charge de l'État, pourront être accordées, à partir de leur quatorzième année, aux enfants d'instituteurs qui fréquentent ou qui se disposent à fréquenter les écoles normales de l'État ou les écoles normales agréées.

Voir article 10.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

L'alinéa 1^{er} de l'article 23 de la loi organique de l'enseignement primaire est rédigé comme suit :

« Les subsides que l'État accorde annuellement aux communes et aux directions des écoles adoptables pour le soutien, respectivement des écoles primaires communales et adoptées et des écoles primaires adoptables, sont équivalents aux traitements du personnel enseignant, qui sont les mêmes pour les instituteurs et les institutrices, se calculent d'après le barème minimum établi par les articles 29, 30 et 31 et comprennent en outre les indemnités de direction prévues à l'article 32 de la présente loi. Ces subsides sont liquidés mensuellement et directement au profit des membres du personnel. »

Het eerste lid van artikel 23 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt gewijzigd als volgt :

« De toelagen, door den Staat elk » jaar verleend aan de gemeenten en » aan de besturen der aanneembare » scholen tot ondersteuning, onder » scheidentlijk, van de lagere gemeente- » scholen, aangenomen scholen en aan- » neembare scholen, bedragen evenveel » als de jaarwedden van het onder- » wijzend personeel, die gelijk zijn » voor de onderwijzers en voor de » onderwijzeressen; zij worden bere- » kend naar den minimum-rooster, be- » paald bij de artikelen 29, 30 en 31, » en begripen daarenboven de bestuurs- » vergoedingen voorsien bij artikel 32 » deser wet. Die toelagen worden maan- » delijks en rechtstreeks ten bate van de » leden van het personeel uitbetaald. »

Loi actuelle.	Projet de loi.	Wetontwerp.	Texte proposé par la Commission.
—	—	—	—
ART. 30.	ART. 3.	ART. 3.	ART. 3.
A. Le traitement des membres du personnel enseignant des écoles adoptées est à la charge des communes. B. Le traitement des membres du personnel enseignant des écoles adoptables est à la charge des directions de ces écoles. C. Sauf la réserve formulée au littéra D ci-après, ce traitement ne peut, si les agents sont diplômés ou dispensés de l'examen, être inférieur aux taux résultant des articles 29 et 31. D. Le traitement de base des instituteurs non mariés, vivant en commun, des écoles adoptées et adoptables est fixé à 1,800 francs pour les hommes et à 1,400 francs pour les femmes; l'indemnité de résidence n'est due qu'au chef d'école; elle est calculée d'après les bases établies à l'article précédent pour les instituteurs communaux. La commune est tenue d'allouer annuellement à toute école adoptée une somme suffisante pour payer les fournitures classiques des enfants qui, ayant droit à l'instruction gratuite, sont admis dans cette école.	L'article 30 D est modifié comme suit : D. Le traitement de base des instituteurs non mariés, vivant en commun, des écoles adoptées et adoptables est fixé à 2,400 francs; l'indemnité de résidence n'est due qu'au chef d'école; elle est calculée d'après les bases établies à l'article précédent pour les instituteurs communaux.	Artikel 30 D wordt gewijzigd als volgt : D. De aanvangswedde der in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers van de aangenomen en aanneembare scholen wordt bepaald op 2,400 frank; de huishuervergoeding is alleen aan het schoolhoofd verschuldigd; zij wordt berekend naar de grondslagen, bij het vorig artikel vastgesteld voor de gemeentetonderwijzers.	Comme ci-contre sauf à remplacer 2,400 francs par 2,250 francs.
ART. 31.	ART. 4.	ART. 4.	ART. 4.
A. L'instituteur a droit à dix augmentations annuelles de 100 francs, suivies de dix augmentations biennales de 150 francs, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 2,500 francs le minimum légal prévu à l'article 29. Pour les institutrices le taux de ces augmentations est fixé respectivement à 80 francs et 120 francs jusqu'à concurrence de sa somme nécessaire pour Pour les instituteurs non mariés vivant en commun, le taux de ces augmentations de traitement est réduit à 60 francs pour les hommes et 40 francs pour les femmes, de manière à majorer respectivement de 1,200 francs et de 800 francs les minima légaux prévus à l'article 30. Ces augmentations prennent cours au 1^{er} janvier de chaque année.	L'article 31 A est modifié comme suit : Le traitement de base sera augmenté périodiquement dans la mesure suivante : a) Pour les instituteurs laïcs, de quatorze augmentations de 200 francs, soit successivement cinq annuelles, cinq biennales et quatre triennales, suivies d'une augmentation finale de 400 francs après trente années de services; b) Pour les instituteurs non mariés, vivant en commun, des mêmes augmentations, réduites de moitié. Ces augmentations prennent cours au 1^{er} janvier de chaque année.	Artikel 31 A wordt gewijzigd als volgt : De aanvangswedde wordt periodiek op de volgende wijze vermeerderd : a) Voor de wereldlijke onderwijzers, met veertien verhoogingen van 200 frank d. i. opvolgend vijf jaarlijksche, vijf tweejaarlijksche en vier driejaarlijksche, met eene eindverhoging van 400 frank na dertig jaren dienst; b) Voor de in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers, de helft dierzelfde verhoogingen. Deze verhoogingen zijn verschuldigd vanaf 1^{er} Januari van elk jaar.	L'article 31 A est modifié comme suit : Le traitement de base sera augmenté périodiquement dans la mesure suivante : a) Pour les instituteurs et institutrices laïcs, de dix augmentations annuelles de 200 francs et de dix augmentations annuelles de 100 francs jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 4,500 francs le traitement de base de 4,500 francs prévu à l'article 2, § 1 de cette loi, modifiant l'article 29, § 1 de la loi organique de l'instruction primaire. b) Pour les instituteurs et les institutrices non mariés, (la suite comme ci-contre).

Tekst door de Commissie toegezonden.

ART. 3.

Zoals hiernevens, mits 2,400 frank wordt vervangen door 2,250 frank.

B. Dans la supputation des années de services seront compris tous les services rendus même à titre temporaire, dans les écoles primaires communales, adoptées et adoptables, en qualité d'instituteur, d'institutrice, de sous-instituteur et de sous-institutrice.

Il en sera de même des services rendus avant la mise en vigueur de la loi du 15 septembre 1895, dans une école primaire privée non subsidisée, mais organisée conformément à la loi.

Seront pareillement compris dans la supputation des années de services, les services rendus postérieurement à l'obtention du diplôme d'instituteur primaire, dans les écoles gardiennes inspectées, dans les écoles de bienfaisance dépendant du Ministère de la Justice, dans les écoles normales de l'Etat ou agréées, dans les écoles primaires payantes et dans les classes préparatoires d'un établissement d'enseignement moyen, public ou privé ou dans tout autre établissement analogue.

Les services rendus pendant la guerre par les instituteurs mobilisés aux armées; les services rendus aux écoles belges ou alliées par les instituteurs réfugiés en terre d'asile, sont compris dans la supputation des années de service. Le temps de service accompli depuis le 1^{er} août 1914 par les instituteurs mobilisés et qui leur donne droit à l'attribution de chevrons de front, de même que le temps pendant lequel ils ont été effectivement prisonniers, est compté double. Il en est de même du temps pendant lequel les instituteurs civils ont été déportés ou internés par l'ennemi. Sont assimilés aux instituteurs, les porteurs du diplôme d'instituteurs, du diplôme de professeur agrégé de l'enseignement moyen du second degré qui n'étaient pas encore en fonctions au moment de leur incorporation, de même que les élèves-instituteurs qui étaient aux études dans les écoles normales lorsqu'ils ont été appelés aux armées.

ART. 4.

Artikel 31 A wordt gewijzigd als volgt:

De aanvangswedde wordt periodiek op de volgende wijze vermeerderd:

a) Voor de wereldlijke onderwijzers en onderwijzeressen, met tien jaarlijksche verhoogingen van 200 frank, tien jaarlijksche verhoogingen van 150 frank en tien jaarlijksche verhoogingen van 100 frank totdat wordt bereikt de noodige som om de aanvangswedde van 4,500 frank, voorzien bij artikel 2, § 1, der wet tot wijziging van artikel 29, § 1, der wet tot regeling van het lager onderwijs, te verhoogen met 4,500 frank.

b) Voor de in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers en onderwijzeressen (het overige zoals hiernevens).

Loi actuelle.	Projet de loi.	Wetontwerp.	Texte proposé par la Commission.	Texte door de Commissie voorgesteld.
—	—	—	—	—
ART. 3.	ART. 3.	ART. 3.	ART. 3.	ART. 3.
L'article 31 B, alinéa 1, est modifié comme suit : B. Pour la période antérieure à la présente loi, seront admis, en vue de l'octroi des augmentations périodiques, tous les services rendus, même à titre temporaire, dans les écoles primaires ou gardiennes, communales, adoptées ou adoptables. A l'alinéa 3, les mots « dans les écoles gardiennes inspectées » sont supprimés.	Artikel 31 B, lid 1; wordt gewijzigd als volgt : B. Voor het tijdperk, daaraan dezewet vooraangaat, komen, met het oog op de periodieke verhoogingen, in aanmerking al de diensten, zelfs die welke tijdelijk bewezen werden, in de gemeentelijke, aangenomen of aanneembare lagere scholen of bewaarscholen. In lid 3 worden de woorden « in de onder toezicht staande bewaarscholen » weggelaten.	Artikel 31 B, lid 1; wordt gewijzigd als volgt : B. Voor het tijdperk, daaraan dezewet vooraangaat, komen, met het oog op de periodieke verhoogingen, in aanmerking al de diensten, zelfs die welke tijdelijk bewezen werden, in de gemeentelijke, aangenomen of aanneembare lagere scholen of bewaarscholen. In lid 3 worden de woorden « in de onder toezicht staande bewaarscholen » weggelaten.	Comme ci-contre. c) Le 4^e alinéa du littéra B de l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire est modifié comme suit : « Les services rendus pendant la guerre par les instituteurs mobilisés dans les armées, les services rendus dans les écoles belges ou alliées par les instituteurs réfugiés en terre d'asile et ceux rendus par les instituteurs dans les armées belges ou alliées; les années pendant lesquelles les instituteurs ont été empêchés de remplir leurs fonctions pour des raisons de force majeure et n'ont pu à cause de leur âge, de maladie ou d'autres circonstances indépendantes de leur volonté, rendre des services ni dans les écoles ni dans les armées belges ou alliées, sont compris dans la supputation des années de service. Il en est de même du temps de service passé à l'arrière du front à la suite d'une désignation d'office. Le temps de service accompli depuis le 1^{er} août 1914 par les instituteurs mobilisés et qui leur donne droit à l'attribution de chevrons de front de même que le temps pendant lequel ils ont été effectivement prisonniers est compté double. Il en est de même du temps pendant lequel des instituteurs mobilisés ou volontaires de guerre ont, par suite de maladie, de blessures ou d'infirmités contractées à l'armée, été dans l'impossibilité d'obtenir des chevrons de front. »	Zoals hiernevens. Zoals hierbovens. c) Lid 4 van littera b van artikel 31 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt gewijzigd als volgt : « De diensten gedurende den oorlog door de gemobiliseerde onderwijzers in de legers bewezen; de diensten, in de Belgische of Geallieerde scholen bewezen door de naar den vreemde uitgeweken onderwijzers en de diensten, door de onderwijzers in de Belgische of Geallieerde legers bewezen; de jaren gedurende welke de onderwijzers door overmacht belet waren hun ambt uit te oefenen en zij, wegens hunnen ouderdom, ziekte of andere omstandigheden van hun wettigen taak, gereden konden bewijzen in de Belgische of Geallieerde scholen of legers, zijn begrepen in de berekening der dienstjaren. Dit geldt eveneens voor den diensttijd doorgebracht achter het front ten gevolge rener aanstelling van ambtswege. De diensttijd, dien de gemobiliseerde onderwijzers volbrachten sedert 1 Augustus 1914 en die hun recht geeft op de toekenning van frontchevrons, alsmede de tijd hunner werkelijke gevangenschap, telt voor dubbel. Dit geldt eveneens voor den tijd gedurende welchen de gemobiliseerde onderwijzers of onderwijzers-vrijwilligers, wegens ziekte, verwondingen of lichaamsgebreken in het leger opgedaan, in de onmogelijkheid dans l'impossibilité d'obtenir des chevrons de front. »

Le tel. actuel.

Projet de tel.

Wetensch.werp.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Art. 6.

Les dispositions suivantes sont insérées à l'article 31, à la suite du littéra B :

B^{bis}. A partir de la mise en vigueur de la présente loi, les augmentations périodiques ne seront accordées que si elles sont méritées par des services irréprochables et dépassant la moyenne. N'y auront pas droit, notamment, les instituteurs dont la conduite ou l'enseignement laisserait à désirer, ceux qui négligeraient de remplir leurs devoirs tels qu'ils sont définis par la loi ou les règlements ou qui s'absenteraient plus de quinze jours par an, sous prétexte de maladie non constatable par des symptômes objectifs certains.

B^{ter}. Le service scolaire comprend, sans rémunération spéciale, outre le service de l'enseignement proprement dit, le service de la bibliothèque publique et l'assistance aux œuvres complémentaires de l'école, tels qu'ils sont réglés par les autorités scolaires, ou, à leur défaut, par le Ministre des Sciences et des Arts.

Art. 6.

In artikel 31, achteraan littera B, worden de volgende bepalingen opgenomen :

B^{bis}. Bij het in werking treden dezer wet worden de periodieke verhoogingen slechts als verdiend door onberispelijken en meer dan middelmatigen dienst toegekend. Zoo zullen onderwijzers, wier gedrag of onderricht te wenschen konden overlaten ; zij die in hun plicht, als omschreven door wet of reglementen, zouden te kort schieten, of zij die meer dan vijftien dagen per jaar, onder voorwendsel van niet door merkbaar-zekere teekenen vast te stellen ziekte, zouden afwezig zijn, er geen recht op hebben.

B^{ter}. De schooldienst omvat, zonder bijzondere vergoeding, buiten den dienst van het eigenlijk onderwijs, den dienst der volksbibliotheek en den bijstand aan de toegevoegde schoolwerken, zooals zij door de schooloverheden of, bij ontstentenis dezer, door den Minister van Wetenschappen en Kunsten worden geregeld.

Art. 6.

B^{bis}. A partir de la mise en vigueur de la présente loi, les augmentations ne seront accordées que si elles sont méritées par des services dépassant la moyenne. N'y auront pas droit, les instituteurs et les institutrices d'une conduite notoire ou ceux qui négligeraient de remplir leurs devoirs tels qu'ils sont définis par la loi ou les règlements.

B^{ter}. Le service scolaire comprend outre le service de l'enseignement proprement dit, le service de l'assistance aux œuvres complémentaires de l'école, telles qu'elles seront définies par arrêté royal.

Art. 6.

B^{bis}. Bij het in werking treden dezer wet worden de verhoogingen alleen dan verleend wanneer zij verdiend zijn door onberispelijken en meer dan middelmatigen dienst. Hebben daarop geen recht, de onderwijzers en de onderwijzeressen van een kennelijk slecht gedrag of zij, die nalaten hunne plichten te vervullen zooals deze bij de wet of de reglementen zijn omschreven.

B^{ter}. De schooldienst omvat, buiten den dienst van het eigenlijk onderwijs, de medewerking aan de toegevoegde schoolwerken, zooals zij bij koninklijk besluit worden geregeld.

Le tel. actuel.

Projet de tel.

Wetensch.werp.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Art. 7.

L'article 31, litt. C, est remplacé par la disposition suivante :

Les augmentations sont proposées par les autorités scolaires compétentes, selon des règles uniformes à édicter par un arrêté royal. Elles ne sont admises pour la fixation du subside de l'Etat que pour autant que le Ministre des Sciences et des Arts les juge justifiées.

C. Sur la proposition du conseil communal, de la direction de l'école adoptée ou adoptable ou de l'inspection scolaire, après avoir pris l'avis, dans les deux premiers cas, de l'inspection scolaire, dans le troisième cas, de l'autorité dont relève l'intéressé, et dans tous les cas, du conseil d'appel prévu à l'article 26 de la présente loi, et avoir entendu l'instituteur dans ses explications, le Ministre compétent peut, par décision motivée, déclarer, pour des motifs d'ordre professionnel, qu'il y a lieu de retenir tout ou partie de l'augmentation périodique de traitement.

Sera notamment considéré comme motif d'ordre professionnel le fait de ne pas signaler à l'autorité les absences des élèves.

L'instituteur qui aura été frappé d'une peine disciplinaire plus grave que celle que le conseil communal peut prononcer sans l'approbation de la députation permanente, sera privé de l'augmentation se rapportant à la période pendant laquelle la peine a été infligée.

Le Ministre peut relever l'instituteur, en tout ou en partie, de la déchéance encourue, après avoir entendu l'inspection scolaire, le conseil communal ou la direction de l'école adoptée ou adoptable et, dans le cas d'une peine disciplinaire, la députation permanente.

D. Les augmentations facultatives de traitements allouées par anticipation peuvent être déduites des augmentations obligatoires subséquentes.

E. Les traitements actuels des instituteurs comme ceux qui leur seront accordés ultérieurement, ne pourront subir aucune réduction pendant la durée des fonctions des titulaires dans la même commune.

Les suppléments de traitements que les intéressés recevaient lors de la mise en vigueur de la présente loi, sur le crédit de 4 millions figurant au Budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1913, leur seront conservés aussi longtemps que le revenu auquel ils auront droit en vertu des dispositions légales nouvelles, n'atteindra pas leur revenu actuel, suppléments compris. Ces suppléments feront partie intégrante des traitements ordinaires.

Art. 32.

Une indemnité de direction, calculée à raison de 400 francs par classe, est

Projet de tel.

Wetensch.werp.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Art. 7.

Artikel 31, litt. C, wordt :

Wedleverhooging wordt voorgesteld door de bevoegde schooloverheid, volgens gelijkvormige, door een Koninklijk besluit vast te stellen regelen. Voor vaststelling van de Staatstoelage wordt zij alleen goedgekeurd, als de Minister van Wetenschappen en Kunsten ze goedgekeurd acht.

Art. 7.

Remplacer le texte proposé par le Gouvernement par le texte suivant :

La disposition suivante est insérée à l'article 31 littéra C, à la suite des mots qu'il y a lieu de retenir tout ou partie de l'augmentation périodique de traitement :
Toutefois le Ministre compétent pourra, pour des motifs graves, déclarer directement, qu'il y a lieu de refuser les augmentations prévues à l'article 4 de la présente loi.

Art. 7.

Den Regesingstekst te vervangen door den volgende tekst :

De volgende bepaling wordt in artikel 31, littera C, na de woorden : « dat de periodische werdeverhoging geheel of gedeeltelijk niet dient te worden verleend ».
opgenomen :
Echter kan de bevoegde Minister om gewichtige redenen rechtstreeks verklaren dat de verhoogingen, voorzien bij artikel 4 dezer wet, dienen te worden geweigerd.

— l'actuelle.

Projet de loi.

Wetontwerp.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 7.

L'article 34, litt. C, est remplacé par la disposition suivante :

Les augmentations sont proposées par les autorités scolaires compétentes, selon des règles uniformes à édicter par un arrêté royal. Elles ne sont admises pour la fixation du subside de l'Etat que pour autant que le Ministre des Sciences et des Arts les juge justifiées.

ART. 7.

Artikel 34, litt. C, wordt :

Wedgeverhooging wordt voorgesteld door de bevoegde schooloverheid, volgens gelijkvormige, door een Koninklijk besluit vast te stellen, regelen. Voor vaststelling van de Staatstoelage wordt zij alleen goedgekeurd, als de Minister van Wetenschappen en Kunsten ze gerechtigd acht.

ART. 7.

Remplacer le texte proposé par le Gouvernement par le texte suivant :

La disposition suivante est insérée à l'article 34 litt. C, à la suite des mots qu'il y a lieu de retenir tout ou partie de l'augmentation périodique de traitement :

Toutefois le Ministre compétent pourra, pour des motifs graves, déclarer directement, qu'il y a lieu de refuser les augmentations prévues à l'article 4 de la présente loi.

ART. 7.

Den Regeeringstekst te vervangen door den volgende tekst :

De volgende bepaling wordt in artikel 34, littera C, na de woorden : « dat de periodische weddeverhooging geheel of gedeeltelijk niet dient te worden verleend ».

opgenomen : Echter kan de bevoegde Minister om gewichtige redenen rechtstreeks verklaren dat de verhoogingen, voorzien bij artikel 4 dezer wet, dienen te worden geweigerd.

ART. 32.

Une indemnité de direction, calculée à raison de 100 francs par classe, est attribuée aux chefs d'école titulaires d'une classe ou qui ont la direction de cinq classes au moins.

Cette indemnité ne peut être inférieure à 200 francs ni supérieure à 600 francs.

Loi actuelle.	Projet de loi.
Art. 33. Le Conseil règle, s'il y a lieu, tout ce qui concerne l'établissement et l'organisation des écoles gardiennes et des écoles d'adultes. Toutefois les résolutions des Conseils communaux portant suppression d'une école gardienne communale ou d'une ou plusieurs places d'institutrice-gardienne, sont soumises à l'avis de la députation permanente et à l'approbation du Roi. Toutes les autres dispositions de la loi organique sont applicables aux écoles gardiennes. Pour pouvoir recevoir des subsides de l'Etat, toute école gardienne communale, adoptée ou adoptable doit se soumettre aux conditions suivantes : 1° L'école doit être établie dans un local convenable; 2° Les occupations doivent y être organisées conformément aux instructions du Ministre des Sciences et des Arts, qui détermine le nombre minimum d'heures à y consacrer hebdomadairement; 3° Sous réserve des situations acquises au 1^{er} janvier 1919, les membres du personnel doivent être Belges; 4° Ils doivent être porteurs du diplôme d'institutrice ou de régente ou du certificat d'aptitude aux fonctions d'institutrice gardienne, lequel certificat ne se délivrera plus qu'à la suite de deux épreuves <i>ad hoc</i> subies à un an d'intervalle au moins. Les situations acquises au 1^{er} juillet 1919 sont maintenues; 5° L'école doit se soumettre au régime d'inspection de l'Etat, tel qu'il est établi par la présente loi; 6° Elle doit adopter le régime de gratuité établi par l'article 16 de la présente loi. Un arrêté royal détermine le minimum d'élèves qu'une classe gardienne doit avoir et le maximum d'élèves qu'elle peut avoir pour être admise à bénéficier des subsides de l'Etat. Les subsides de l'Etat aux écoles gardiennes qui se soumettent aux stipulations des alinéas précédents sont équivalents aux traitements du personnel lesquels comprennent nécessairement : 1° Un traitement de base de 2,000 francs; 2° Une indemnité de résidence égale à celle qui est prévue à l'article 29 pour les institutrices primaires; 3° Une indemnité familiale calculée comme pour les instituteurs primaires.	
	Art. 8. L'alinéa 13 de l'article 33 est modifié comme suit : 1° Un traitement de base, qui sera de 4,800 francs, si l'intéressée possède le diplôme d'institutrice primaire ou de régente, et de 3,600 francs, si elle ne possède que le certificat d'aptitude aux fonctions d'institutrice gardienne ou si elle est dispensée en vertu de l'alinéa 8 du présent article. L'alinéa 16 du même article est modifié comme suit : Les institutrices gardiennes ont droit, si elles possèdent le diplôme d'institutrice primaire ou de régente, à quatorze augmentations successives de 200 francs soit cinq annuelles, cinq biennales et quatre triennales, suivies d'une augmentation finale de 400 francs après 30 années de services. Si elles ne possèdent que le certificat d'aptitude aux fonctions d'institutrice gardienne, ou si elles en sont dispensées en vertu de l'alinéa 8 du présent article, les taux des augmentations sont réduits respectivement à 180 et 300 francs. L'alinéa 17 du même article est modifié comme suit : Pour les institutrices gardiennes non mariées et vivant en commun, les taux du traitement de base et des augmentations périodiques sont réduits de moitié.

Wetgevingworp.	Texte proposé par la Commission.
	Art. 8. Artikel 33, lid 13, wordt gewijzigd als volgt : 1° Eene aanvraagswedde, bedragende 4,800 frank, zoo de betrokkene in het bezit is van het diploma van lagere onderwijzeres of van regentes, of 3,600 frank zoo zij slechts het bevoegdheidsdiploma tot het uitoefenen van het ambt van bewaarschoolonderwijzeres bezit, of zoo zij uit hoofde van lid 8 van dit artikel er van vrijgesteld is. Lid 16 van ditzelfde artikel wordt gewijzigd als volgt : De onderwijzeressen der bewaarscholen, zoo zij in het bezit zijn van het diploma van lagere onderwijzeres of van regentes, hebben recht op voortien opvolgende verhoogingen van 200 frank, d. i. vijf jaarlijksche, vijf tweejaarlijksche en vier driejaarlijksche, met eene eindverhoging van 400 frank na 30 jaren dienst. Bezitten zij slechts het bevoegdheidsdiploma tot het uitoefenen van het ambt van bewaarschoolonderwijzeres of zoo zij krachtens lid 8 van dit artikel er van vrijgesteld zijn, dan wordt het bedrag der verhoogingen onderscheidenlijk verminderd tot 180 en 300 frank. Lid 17 van hetzelfde artikel wordt gewijzigd als volgt : Voor de ongehuwde in gemeenschap levende onderwijzeressen der bewaarscholen worden de aanvangswedde en de periodieke verhoogingen op de helft verminderd.

Texte door de Commissie voorgesteld.
Art. 8. Comme ci-contre, sauf à ramener dans le 1^{er} « 3,600 francs » par « 3,300 francs ».
Art. 8. Zooals hiernevens, mits « 3,600 frank » in n° 1^o wordt vervangen door « 3,300 frank ».

Loi actuelle.	Projet de loi.
Art. 34. Une indemnité spéciale, à charge de l'Etat, est accordée aux instituteurs et aux institutrices qui, outre le diplôme ordinaire, sont porteurs d'un certificat spécial d'aptitude aux fonctions de chef d'école ou de capacité pour l'enseignement de certaines branches à déterminer par arrêté ministériel. Cette indemnité, dont le taux sera fixé par arrêté royal, ne pourra dépasser un maximum de 100 francs.	Art. 9. L'article 34 est modifié comme suit : Une indemnité est attachée à la possession de certificats spéciaux pour l'enseignement de certaines branches. Un arrêté royal détermine les certificats qui entrent en ligne de compte et fixe le taux de l'indemnité pour chacun d'eux. Le montant total de ces indemnités ne peut dépasser 300 francs.
Art. 35. Des bourses spéciales d'études, à charge de l'Etat, pourront être accordées, à partir de leur 14^e année, aux enfants d'instituteurs qui fréquentent ou qui se disposent à fréquenter les écoles normales de l'Etat ou les écoles normales agréées.	Art. 9. Artikel 34 wordt gewijzigd als volgt : Eene bijzondere vergoeding is verbonden aan het bezit van bijzondere getuigschriften voor het onderricht in zekere vakken. De getuigschriften, die hiervoor in aanmerking komen, en het bedrag der vergoeding voor elk hunner wordt bij Koninklijk besluit vastgesteld. Het gezamenlijk bedrag dezer vergoedingen mag niet boven 300 frank gaan.
Art. 36. Le traitement de l'instituteur prend cours le premier du mois qui suit l'entrée en fonctions. Tout mois commencé est dû intégralement à l'instituteur démissionnaire, mis en congé ou placé dans la position de disponibilité, ainsi qu'à ses ayants droit, en cas de décès. Le traitement est payé par mois. L'instituteur démissionnaire est tenu de rester à la disposition de l'administration communale pendant un mois au plus, à dater de la remise de sa démission.	

Wetgevingworp.	Texte proposé par la Commission.
Art. 9.	Art. 9.
	Comme ci-contre.

Texte proposé par la Commission.
Art. 9. Zooals hiernevens.

Loi actuelle.	Projet de loi.
ART. 37.	
L'instituteur dont l'emploi sera supprimé sous le régime de la présente loi sera placé dans la position de disponibilité et jouira d'un traitement d'attente calculé conformément à l'article 1^{er} de la loi du 4 janvier 1892 et à l'arrêté royal du 21 septembre 1884. Ce traitement, qui ne pourra être supprimé ou réduit que dans les conditions prévues par la loi du 4 janvier 1892, sera supporté par l'Etat, la province et la commune, dans les proportions établies par l'article 5 de la loi du 16 mai 1870. Le temps de disponibilité comptera dans le calcul de la pension, dont le taux sera réglé comme si l'intéressé avait joui de son revenu d'activité pendant qu'il était en disponibilité. Il n'est apporté aucune modification aux dispositions légales ou réglementaires concernant les traitements d'attente pour suppression d'emploi, qui ont été accordés avant la mise en vigueur de la présente loi.	
ART. 38.	
En cas de maladie d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires communales, non placé dans la position de disponibilité, le collège échevinal désigne pour remplacer cet agent, pendant la durée de son congé, un intérimaire choisi parmi les instituteurs diplômés. Le conseil communal fixe le taux de l'indemnité à payer à l'intérimaire, d'après les bases admises pour les instituteurs pourvus d'une nomination définitive; elle est calculée d'après le nombre de jours pendant lesquels l'intérimaire a exercé ses fonctions comparé au nombre de jours pendant lesquels l'école est ouverte au cours d'une année. La dépense résultant de l'intérim est supportée par l'Etat, la commune, la province et le titulaire malade dans les proportions suivantes : 2/5 à charge de l'Etat, 2/5 à charge de la commune, 1/10 à charge de la province et 1/10 à charge du titulaire. Cette intervention sera la même en cas de maladie d'un instituteur diplômé enseignant dans une école adoptée. La dépense résultant de l'intérim dans les écoles adoptables est supportée par l'Etat à concurrence de 1/2 du traitement, calculé d'après les dispositions légales.	

Wettingsworp.	Texte proposé par la Commission.
ART. 40.	
Un article nouveau est inséré à la suite de l'article 26 de la loi scolaire : ART. 26^{bis}. — L'instituteur est engagé au moins pour l'année scolaire en cours. Il ne peut renoncer à ses fonctions que moyennant un préavis de trois mois et seulement pour l'année scolaire suivante. Faute d'avoir usé de cette faculté, le contrat continue par tacite reconduction pour une nouvelle année scolaire. Les autorités scolaires peuvent également dans les mêmes conditions dénoncer le contrat, mais elles ne peuvent le faire sans motif grave. L'appréciation de ces motifs appartient au conseil communal pour les instituteurs communaux, au conseil prévu par l'article 26 de la loi scolaire pour les instituteurs des écoles adoptées et adoptables, avec, dans l'un et l'autre cas, recours au Roi. Il en est de même pour toute peine disciplinaire pouvant entraîner la révocation en cours d'année. L'instituteur accusé doit être entendu et admis à présenter ou à faire présenter sa défense.	

Tekst door de Commissie voorgesteld.	Loi actuelle.
ART. 40.	
Un article nouveau est inséré à la suite de l'article 26 de la loi scolaire : ART. 26^{bis}. — L'instituteur est engagé au moins pour l'année scolaire en cours. Il ne peut renoncer à ses fonctions que moyennant un préavis de trois mois et seulement pour l'année scolaire suivante. Faute d'avoir usé de cette faculté, le contrat continue par tacite reconduction pour une nouvelle année scolaire. Les autorités scolaires peuvent également dans les mêmes conditions dénoncer le contrat, mais elles ne peuvent le faire sans motif grave. L'appréciation de ces motifs appartient au conseil communal pour les instituteurs communaux, au conseil prévu par l'article 26 de la loi scolaire pour les instituteurs des écoles adoptées et adoptables, avec, dans l'un et l'autre cas, recours au Roi. Il en est de même pour toute peine disciplinaire pouvant entraîner la révocation en cours d'année. L'instituteur accusé doit être entendu et admis à présenter ou à faire présenter sa défense.	

Projet de loi.	Wettingsworp.	Texte proposé par la Commission.	Tekst door de Commissie voorgesteld.
ART. 40.		ART. 40.	ART. 40.
Un article nouveau est inséré à la suite de l'article 26 de la loi scolaire : ART. 26^{bis}. — L'instituteur est engagé au moins pour l'année scolaire en cours. Il ne peut renoncer à ses fonctions que moyennant un préavis de trois mois et seulement pour l'année scolaire suivante. Faute d'avoir usé de cette faculté, le contrat continue par tacite reconduction pour une nouvelle année scolaire. Les autorités scolaires peuvent également dans les mêmes conditions dénoncer le contrat, mais elles ne peuvent le faire sans motif grave. L'appréciation de ces motifs appartient au conseil communal pour les instituteurs communaux, au conseil prévu par l'article 26 de la loi scolaire pour les instituteurs des écoles adoptées et adoptables, avec, dans l'un et l'autre cas, recours au Roi. Il en est de même pour toute peine disciplinaire pouvant entraîner la révocation en cours d'année. L'instituteur accusé doit être entendu et admis à présenter ou à faire présenter sa défense.		Supprimer cet article.	Dit artikel te doen weggval len.
Op artikel 26 der schoolwet volgt een nieuw artikel Artikel 26^{bis}. — De onderwijzer is op zijn minst voor het loopend schooljaar verbonden. Slechts bij voorbericht van drie msand en tegen het volgende jaar kan hij van zijn ambt afzien. Maakt hij hiervan geen gebruik, dan blijft zijn contract bij verzwegen overeenkomst voor een volgend schooljaar duren. In dezelfde voorwaarden mogen de schooloverheden eveneens van het contract afzien, niet echter zonder gewichtige roden. Het beoördelen van zulke redenen wordt voor de gemeenteonderwijzers aan den gemeenteraad, voor de onderwijzers der aangenomen en aanneembare scholen aan den onder artikel 26 der schoolwet voorzienen raad overgelaten; in een als ander geval kan beroep op den Koning gedaan. Hetzelfde geldt voor elke tuchttatral die afstelling onder het schooljaar medebrengen kan. De beklagde onderwijzer dient gehoord en tot verweer gemachtigd.			

Loi actuelle.

Art. 39.

L'inspection des écoles communales, des écoles adoptées et des écoles privées subsidées est exercée par l'État; elle ne peut s'étendre au cours de religion et de morale.

Il y a, dans chaque province, un ou plusieurs inspecteurs principaux et, dans chaque ressort d'inspection principale, des inspecteurs cantonaux.

Chaque inspecteur cantonal visite, au moins une fois l'an, toutes les écoles de son canton. Une fois au moins par trimestre, il réunit en conférence les instituteurs de son ressort et adresse à l'inspecteur principal un rapport sur la situation de l'instruction primaire dans les communes qu'il a parcourues. Chaque inspecteur principal préside annuellement une des conférences d'instituteurs et visite, au moins tous les deux ans, chaque école de son ressort. Il adresse, chaque année, au ministre un rapport sur la situation de l'instruction primaire dans son ressort.

Un règlement d'administration générale détermine les attributions et les traitements des inspecteurs, organise le conseil de perfectionnement, les conférences, ainsi que les moyens d'encouragement.

Projet de loi.

Art. 11.

L'alinéa 3 de l'article 39 de la loi scolaire est modifié comme suit :

L'inspecteur cantonal visite au moins deux fois l'an toutes les écoles de son canton. Une fois au moins par trimestre, il réunit en conférence les instituteurs de son ressort et adresse à l'inspecteur principal un rapport sur la situation de l'instruction primaire dans les communes qu'il a parcourues. Chaque inspecteur principal préside annuellement une des conférences d'instituteurs et visite au moins tous les deux ans chaque école de son ressort. Il adresse, chaque année, au Ministre, un rapport sur la situation de l'instruction primaire de son ressort.

Un règlement d'administration générale organise le corps des inspecteurs de l'enseignement primaire, détermine le nombre, les attributions et le traitement des inspecteurs des diverses catégories, et arrête tout ce qui concerne le conseil de perfectionnement, les conférences et les moyens d'encouragement.

Veto du Sénat.

Art. 11.

Lid 3 van artikel 39 der schoolwet wordt gewijzigd als volgt :

Elke kantonmale schoolopziener bezoekt, tweemaal 's jaars ten minste, al de scholen van zijn kanton. Eens per kwartaal ten minste verenigt hij de onderwijzers van zijn gebied in eene vergadering en zendt hij aan den hoofdopziener een verslag over den toestand van het lager onderwijs in de gemeenten welke hij heeft bezocht. Elke hoofdopziener zit jaarlijks eene der onderwijzervergaderingen bij en bezoekt, om de twee jaar, ten minste, iedere school van zijn gebied. Ieder jaar stuurt hij den Minister een verslag over den toestand van het lager onderwijs in zijn gebied.

Een reglement van algemeen bestuur richt het korps der opzieners van het lager onderwijs in, bepaalt het getal, de ambtsbevoegdheden en de jaarwedde van de opzieners der verschillende reeksen; het richt tevens den Verbeteringsraad en de onderwijzervergaderingen in, en stelt de middelen tot aanmoediging vast.

Texte proposé par la Commission.

Art. 11.

Comme ci-contre.

Veto du Sénat.

Art. 11.

Zooals hiernevens.

Loi actuelle.

Projet de loi.

Dispositions spéciales ou transitoires.

Art. 12.

Sous les conditions à déterminer par arrêté royal, les directeurs communaux de l'enseignement primaire qui ne sont spécialement attachés à aucune école tombent sous l'application de la présente loi et de la loi organique de l'instruction primaire.

Les situations acquises au 1^{er} janvier 1920 par des agents de cette catégorie sont respectées.

Art. 13.

Une indemnité de vie chère est accordée, outre les traitements ci-dessus fixés, aux membres du personnel enseignant. Elle sera de 600 francs par an pour les agents laïcs et de 800 francs pour les agents non mariés, vivant en commun.

Le Gouvernement pourra, de trois en trois mois, réviser cette indemnité selon les fluctuations du prix de la vie.

Art. 14.

La présente loi sortira ses effets à partir de sa promulgation.

Veto du Sénat.

Dispositions spéciales ou transitoires.

Art. 12.

Gemeentelijke bestuurders van het lager onderwijs, die aan geene enkele school in het bijzonder verbonden zijn, vallen, binnen de voorwaarden door een Koninklijk besluit te bepalen, onder de toepassing van deze wet en van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

De toestand op 1 Januari 1920 van agenten dezer reeks blijft onaangetoerd.

Art. 13.

Buiten de hierboven vastgestelde wedde wordt een daartebijslag aan de leden van het onderwijzend personeel verleend. Hij bedraagt jaarlijks 600 frank voor de wereldlijke en 800 frank voor de ongehuwde in gemeenschap levende agenten.

Om de drie jaar van de Regeering het bedrag van dezen bijslag herzien naar gelang de wisseling in de levensduur.

Art. 14.

Deze wet treedt in werking bij hare afkondiging.

Texte proposé par la Commission.

Art. 12.

Supprimer l'article.

Art. 13.

Comme ci-contre.

Art. 14.

La présente loi sortira ses effets à partir du 1^{er} Mai 1920.

Veto du Sénat.

Art. 12.

Dit artikel te doen wegvallen.

Art. 13.

Zooals hiernevens.

Art. 14.

Deze wet is verbindend vanaf den 1^{er} Mei 1920.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 JULI 1920.

WETSONTWERP OP DE WEDDE DER ONDERWIJZERS ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

1. — De neergelegde wetsvoorstellen.

De jaarwedden van het onderwijzend personeel der lagere scholen zijn gedurende dezen zitting het voorwerp geweest van twee wetsvoorstellen uitgaande van het parlementair initiatief.

In zitting van 3 Maart 1920 legden onze socialistische collega's, de heeren Doms, Demblon, Pepin, Huysmans, Allard, Berloz, een wet-voorstel n° 127) neer, dat vooral tot doel had de minimum- en maximumjaarwedden der onderwijzers en onderwijzeressen van de lagere- en Frœbelscholen vast te stellen en de gelijkheid van jaarwedde voor onderwijzers en onderwijzeressen te huldigen.

In zitting van 13 April 1920 legden onze collega's, de heeren MARCK (Maenhaut-Poncelet) en BUYL (Cocq-Neven), een ander wetsvoorstel neer n° 215), dat breder opgevat was dan het eerste en naast dezelfde beginselen gehuldigd in het voorstel Doms, ook nog den toestand der onderwijzers-oudstrijders, der bijzondere leermeesters, der plaatsvervangende onderwijzers, der gemeentelijke schoolopzieners en der te nemen tuchtmaatregelen trachtte op te lossen.

Deze beide wetsvoorstellen werden door de afdelingen onderzocht en de wederzijdsche verslaggevers benoemd. Eindelijk, in zitting van 13 Juli 1920,

(1) Wetsontwerp, n° 432.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer MECHelynck, bestond uit de heeren BERLOZ, BUYL, HARMIGNIE, HEYMAN, MELCKMANS, PEPIN, SIFFER, VERACHTERT en WOESTE.

legde de heer Minister van Wetenschappen en Kunsten een wetsontwerp neer « over de wedde der onderwijzers ».

Dit wetsontwerp werd bij beslissing der Kamer verzonden naar eene BIJZONDERE COMMISSIE samengesteld uit de leden der Middenafdeelingen gelast met het onderzoek der twee hierboven aangehaalde wetsvoorstellen. Deze bijzondere commissie zou dus de drie wetsvoorstellen te onderzoeken hebben.

* * *

Het wetsontwerp door den heer Minister neergelegd bestaat uit twee deelen: het eerste deel behandelt de wedde, het tweede deel de plichtens van het onderwijzend personeel. Het tweede deel brengt dien ten gevolge wijzigingen in sommige artikelen van de bestaande organieke wet van 19 Mei 1914, wat volledigheidshalve best in den titel van de wet zou zijn aangeduid geworden. Indien de heer Minister als titel genomen heeft: « *Wetsontwerp over de wedde der onderwijzers* » dan is het omdat hij is willen getrouw blijven aan de belofte door hem afgelegd bij zijn binnentreden in het departement van Wetenschappen en Kunsten en die hier in bestaat: geene veranderingen in de wet van 1914 te brengen, maar deze in volle rechtzinnigheid en buiten allen schoolstrijd om, te willen toepassen.

Die uitleg van den achtbaren heer Minister heeft de bijzondere commissie er toe doen besluiten, den aangegeven titel van het wetsontwerp zonder wijziging te aanvaarden.

II. — Verklaring van het wetsontwerp.

A. ALGEMEENE BESCHOUWINGEN. — De Memorie van Toelichting steunt de herziening van de onderwijzerswedden op de navolgende beschouwingen: « *Wij kunnen van 't begin af aan opmerken, — zegt de Toelichting, blz. 1, — dat de tegenwoordige eischen geen andere redenen opgeven dan de levensduurte en het voortdurend stijgen dier duurte* ». En de toelichting beperkt de hervorming tot « *het financieele draagvermogen van de natie* ».

Naar onze meening beschouwt men aldus het vraagstuk van op een betrekkelijk en subjectief standpunt, terwijl de rechtvaardige oplossing enkel het besluit kan wegen van algemeene beschouwingen van absoluten en geheel objectieven aard. Voor wie de quaestie van dit standpunt uit beschouwt, is het onderwijs — het lager onderwijs vooral — de belangrijkste en de eerste dienst van den Staat.

Alles moet daaraan ondergeschikt blijven, en, zoo het financieele draagvermogen van de natie onoverkomelijke grenzen stelt, aan de goede inrichting van sommige openbare diensten, dan is het laast van al aan den dienst van het lager onderwijs dat deze grenzen moeten worden gesteld. Want van het lager onderwijs hangen het leven en de kracht der natie af.

Met recht wordt gezegd: 't is in de school en in het werkhuis dat de leerstellingen worden gesmeed.

De openbare orde, de opvoeding van de burgers, de economische macht eener natie, evenals zijne geestelijke waarde, hebben geen meer werkdadigen hefboom dan het lager onderwijs.

Geene enkele hervorming is duurzaam, zoo haar aanvangspunt niet ligt in eene betere vorming van de kindergeesten. Het is dus, op zijn minst genomen, eene onvolledige bewijsvoering vergelijkingen te maken, zooals de toelichting het doet, om aldus te besluiten tot eene gelijkstelling van openbare diensten die noch in belangrijkheid noch in hunne gevolgen met het volksonderwijs te vergelijken zijn.

* * *

Het financieele draagvermogen van het land aanhalen waar het geldt de dienst van het onderwijs, staat gelijk met de bevestiging dat de Staat geene gezonde opvatting van hare toekomst heeft of onbekwaam is zijne volle ontwikkeling te verzekeren.

Ons land, door den oorlog zoo wreed beproefd, moet zich kunnen herstellen, en krachtiger kunnen worden dan het vóór den oorlog was. Alle Belgen verlangen dat, en allen moeten zij zich de noodige opofferingen, die de toestand vergt, kunnen getroosten.

Bijgevolg mag de Staat geen offer te zwaar vinden om ons volksonderwijs zoo vruchtbaar mogelijk te maken.

Zoo de financieële draagkracht van den Staat grenzen heeft — en wij weten dat dit zoo is —, dan moet een vooruitziend wetgever, logisch gesproken, trachten *die draagkracht te verhoogen*, en *niet het onderwijs te besnoeien* om het aan het eerste aan te passen.

Anderzijds, wanneer men de verhooging der onderwijzerswedde steunt op de stijging van de levensduurte, dan doet men den toestand van den onderwijzer afhangen van een factor die niet de belangrijkste is.

't Is onloochenbaar dat vóór 1914 onze onderwijzers niet de wedde genoten in verhouding met de studiën die zij moesten doen, met het werk dat zij leveren, met de toewijding, die hun ambt hun als plicht oplegde, met de achting die zij moeten genieten opdat hun arbeid vruchten drage, en bovenal, met de diensten die zij aan het land bewijzen.

Steunend op deze beginselen, oordeelen wij het volstrekt noodig dat de wetgever eene bepaalde oplossing brenge aan het vraagstuk der onderwijzerswedde; d. i., dat deze wedden in verhouding moeten gebracht worden met de waardigheid der verheven en gewichtige taak van hen die de verantwoordelijkheid van 't volksonderwijs dragen.

Terwijl wij 't nuttig vinden de beginselen die de hervorming moeten beheerschen vooruit te brengen, waarschuwen wij toch ook tegen de miskenning of de ontkenning der feiten, en wijzen wij er op dat, om tot eene practische oplossing te komen, het noodig is ideaal en werkelijkheid overeen te brengen.

Het is in dit werk van aanpassing dat men de beweeggronden betreffende de financieele draagkracht van het land en de tegenwoordige levensduurte moet plaatsen. Het gewicht dier twee beweeggronden is geen hersenschim; wij kennen en onderschatten ze niet, maar wij hebben ze op hunne juiste plaats willen stellen in het geheel van het vraagstuk dat het ons voorgelegde ontwerp beoogt op te lossen.

Naast deze algemeene beschouwingen hebben wij ook nog rekening te houden met andere feiten.

Ik wil eerst en vooral wijzen op het feit, dat de onvoldoende wedde van het onderwijzend personeel de groote reden daarstelt, waarom een te klein getal jongelingen zich voor de onderwijzerstaak voorbereiden.

Wanneer wij over gansch het land nagaan het getal leerlingen welke onze Normalscholen volgen, dan bestatigen wij veeleer een achteruitgang dan een vooruitgang in vergelijking met den toestand van vóór 1914.

En dit is niet te verwonderen. De bijzondere nijverheid welke thans zooveel intellectueele en flink-onderlegde krachten noodig heeft — en ze daarom juist goed betalen moet — lokt onze studeerende jeugd aan.

Andere openbare bedieningen, beter betaald dan het onderwijzersambt, worden door de jonkheid boven dit laatste verkozen.

Vandaar dat overal geklaagd wordt over het gemis aan normalisten en vooral aan voldoende onderwijskrachten.

Die toestand zou een werkelijk gevaar kunnen worden, indien niet onmiddellijk afdoende maatregelen genomen werden.

Want deze « crisis » komt op een zeer ongelegen oogenblik.

Immers onze schooljeugd vereischt meer dan ooit de onbegrensde offervaardigheid van het onderwijzend personeel.

Al ure rondom zich ziet kan immers ten overvloede bestatigen, welke droeve sporen de oorlog op onze volksschooljeugd gedrukt heeft, zoowel op verstandelijk als op zedelijk gebied.

Onze volkskinderen hebben gedurende den oorlog een zeer onvolledig en op sommige plaatsen volstrekt geen onderwijs genoten.

Het straatloopen, de gevaarlijke gezelschappen, de noodwendigheid tot « smokkelen » en vele andere oorzaken meer, hebben op onze schooljeugd zeer nadeelig, ja, rampvol ingewerkt.

Angstig vraagt men zich of, waar het met de verstandelijke ontwikkeling, de deugd, de gevoelens van werkzaamheid, rechtvaardigheid, beleefdheid, uiterlijke beschaving zal op uitloopen indien niet, midden deze droeve verwildering, spoedig voor een degelijk volksonderwijs gezorgd wordt?

Wie zal zulks te keer gaan? Voor een groote deel de school. Laten wij er dus voor zorgen de studeerende jeugd te lokken naar de onderwijzers-studiën met haar een deftig bestaan te verzekeren.

Denken wij ook aan den toestand van deze onderwijzers welke reeds hunne beste krachten aan het volksonderwijs gegeven hebben. Zij hebben te lange jaren aan een onvoldoende wedde gearbeid. De oorlog is voor velen, ook onder economisch oogpunt, een tijdperk van onvoldoende verzorging, ja, van ondervoeding geweest. Vooral de onderwijzersgezinnen met talrijke kinderen hebben den bitteren nood van den oorlog gekend. Sinds de oorlog geëindigd is, zijn velen er nog niet in gelukt hun huisgezin wederom een « normaal » onderhoud te verschaffen en de terugwerkende kracht, in het wetsontwerp voorzien, zal voor sommigen het middel zijn, aangegane leeningen af te leggen.

Hoe pijnlijk het ook wezen moge dit in een verslag neer te schrijven, toch heb ik niet gearzeld het te doen omdat ik weet dat wat ik schrijf de waarheid is en de waarheid in deze moet gezegd worden.

De wedde der onderwijzers moet ons krachtens dus zoo worden samen-

gesteld, dat zij jonge krachten naar het onderwijzersambt lokt, maar tevens toch ook rekening houdt met de diensten bewezen door hen, welke reeds een deel van hun beste krachten aan het volksonderwijs gegeven hebben.

* * *

Wij zijn overtuigd dat deze algemeene beschouwingen zullen volstaan om de Kamer te overtuigen van het feit dat het noodig is aan het vraagstuk der onderwijzerswedden door deze wet eene definitieve oplossing — zooveel mogelijk — te geven.

Het wetsontwerp voorziet ook enkele artikelen die slaan op de plichten van het onderwijzend personeel en op de sanctie's welke des gevallend te nemen zijn tegenover hen welke die plichten niet kwijten zouden.

Niemand, wij zijn er van overtuigd, zal het den heer Minister ten kwade duiden daaraan bij het opmaken van dit wetsontwerp te hebben gedacht.

De Staat zal onbetwistbaar een groot financieel offer brengen door het doen stemmen van dit wetsontwerp. De cijfers aangehaald op blzz. 10 en 11 van de Memorie van Toelichting spreken desaan gaande luide genoeg.

Het is het recht van den Staat er over te waken, dat deze 77 à 78 millioen nieuwe vaste uitgaven goed zouden gebruikt worden en het grootst mogelijke rendement zouden geven.

Wanneer men anderzijds denkt, gelijk wij het hierboven bewezen, van welk overwegend belang thans een goedgegeven volksonderwijs geworden is, dan zijn wij ten stelligste overtuigd dat gansch het onderwijzend personeel de beteekenis begrijpen zal van deze artikelen der wet en dat de groote opoffering door den Staat gebracht zal beloond worden door, zoo mogelijk, nog grootere plichtsbetrachting en nauwere plichtservulling.

Trouwens, het verzekeren aan de onderwijzers van een deftig bestaan zal tot het bereiken van dit doel de beste waarborg daarstellen.

Die hoop is des te meer gegrond, daar de heer Minister in de Memorie van Toelichting (bl. 9) zegt, dat « *de nieuwe weddevermeerdering de uitsluiting wetligt van alle bijkosten, aan het eigenlijk onderwijs vreemd* ».

Dit zal, inderdaad, wijs uitgelegd en toegepast, den onderwijzer toelaten, meer dan vroeger het geval was, zich geheel en al aan het onderwijs te geven. Dit was tot nu toe het geval niet, omdat vele onderwijzers — vooral de gehuwden — verplicht waren in soms heel lastige bijbedieningen, een toeslag te zoeken bij hunne al te magere jaarwedden. Aldus zal het voor den onderwijzer ook mogelijk worden, meer tijd te besteden aan eigen studie en persoonlijke volmaking wat, onder welk oogpunt men het ook beschouwe, ook wenschelijk blijkt.

* * *

Verscheidene andere beginselen nog komen in het ons onderworpen wetsontwerp voor.

Wij zullen ze bespreken bij het onderzoek der artikels.

Ten einde de Kamer toe te laten zich een klaar gedacht te geven van de bepalingen die haar onderworpen zijn, hebben wij aan ons verslag twee tabels

gevoegd : 1^o een korte samengevalte vergelijkende studie tusschen de bepalingen van het wetsontwerp der Regeering en van het wetsvoorstel MARCK-BUYL. Dit laatste wetsvoorstel schijnt de sympathie te hebben ontmoet van bijna al de bestaande onderwijzersfederatiën.

2^o Een label behelzende de bepalingen der organieke wet van 1914 en der wet van 13 November 1919, welke door het wetsontwerp van de Regeering gewijzigd worden. De tekst der Regeering wordt er naast geplaatst. In een laatste kolom geven wij de wijzigingen welke door de « *bijzondere commissie* » bij de onderscheidene artikels worden voorgesteld.

De bijzondere commissie nam als grondslag voor zijne besprekingen aan, het wetsontwerp der Regeering en trachtte daaraan zooveel mogelijk verbeteringen toe te brengen in den zin door het onderwijzend personeel uitgedrukt.

Met 3 stemmen en 3 onthoudingen keurde de bijzondere commissie het wetsontwerp goed. Een lid verklaarde zich te onthouden, omdat hij de aangebrachte verbeteringen als onvoldoende beschouwde.

Behandeling van de artikelen.

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel één huldigt het beginsel der gelijkheid van de jaarwedden voor de onderwijzers en onderwijzeressen.

Eenparig heeft de Bijzondere Commissie zich daarmede vereenigd.

De tekst maakt een artikel 28^{bis} uit, in te lasschen in de organische wet, na artikel 28, waarmede het niet in verband staat.

De Bijzondere Commissie is van oordeel dat het beter ware dit beginsel uit te drukken in artikel 23, waar de wet voor de eerste maal van de jaarwedden gewaagt.

Dit zou bovendien de wetgeving toelaten den tekst van dit artikel te wijzigen, waarvan het eerste lid aldus zou moeten luiden :

EERSTE ARTIKEL.

Het eerste lid van artikel 23 der wet tot regeling van het lager onderwijs luidte als volgt :

« De toelagen, door den Staat elk jaar verleend aan de gemeenten en aan de » besturen der aanneembarescholen tot ondersteuning, onderscheidenlijk, van » de lagere gemeentescholen, van de lagere aangenomen scholen en van de » lagere aanneembare scholen, bedragen evenveel als de jaarwedden van het » onderwijzend personeel, die gelijk zijn voor de onderwijzers en voor de » onderwijzeressen; zij worden berekend naar den minima-rooster, bepaald » bij de artiken 29, 30 en 31, en begripen daarenboven de bestuurvergoe- » dingen voorzien bij artikel 32 dezer wet. De toelagen worden maandelijks » en rechtstreeks ten bate van de leden van het betrokken personeel uitbe- » taald. »

ART. 2.

De Speciale Commissie heeft zich met 5 stemmen tegen 2 en 1 onthouding uitgesproken voor een wijziging in het vaststellen der aanvangsjaarwedde en der periodieke verhoogingen.

Deze wijzigingen worden nader toegelicht in bespreking van artikel 4.

De Commissie stelt de aanvangswedde vast op 4,500 frank in plaats van op 4,800 frank, maar brengt het maximum der wedde tot 9,000 frank in plaats van tot 8,000 frank gelijk door het wetsontwerp vastgesteld wordt.

*
* *
*

Een lid deed tijdens de bespreking van artikel 2 aanmerken dat artikel 29 alinea 2, in zake verblijfsvergoeding eene onrechtvaardigheid bevat nadeelig voor de onderwijzers en onderwijzeressen die, met malkander getrouwd, in dezelfde gemeente hun ambt uitoefenen.

Wat zegt dit artikel 29 alinea 2?

« Wanneer man en vrouw gehecht zijn aan eene school derzelfde gemeente,
» kunnen zij enkel aanspraak maken op één woning en éene huisvergoeding;
» ofwel op eene dubbele huisvergoeding (onderwijzer) en eene enkele huis-
» vergoeding (onderwijzeres). »

Vooraf een kleine toelichting : volgens artikel 19, alinea 2 der organieke wet hebben alle onderwijzers en onderwijzeressen recht op eene huisvergoeding loopende van 200 tot 500 frank volgens de bevolking der gemeente.

De getrouwde onderwijzers en onderwijzeressen hebben recht op eene *dubbele* huisvergoeding.

Een onderwijzer, getrouwd met eene onderwijzeres zouden dus samen moeten recht hebben op twee dubbele huisvergoedingen.

Welnu, de toestand is thans als volgt : eene onderwijzeres welke trouwen zou met een ambtenaar zou recht hebben op een *dubbele* huisvergoeding.

Een onderwijzeres welke trouwen zou met een onderwijzer, werkzaam in een *naastliggende* gemeente, zou recht hebben op een dubbele huisvergoeding, even als haar echtgenoot

Maar ... een onderwijzeres welke trouwen zou met een onderwijzer die *in dezelfde* gemeente onderwijst zal maar *éene enkele* huisvergoeding bekomen.

De Speciale Commissie heeft nochtans geen anderen tekst willen voorstellen, omdat zij de meening toegedaan was dat drie huisvergoedingen (2 + 1) als voldoende dienen beschouwd te worden. Anderzijds sprak zij ook de meening uit, dat het feit IN DEZELFDE GEMEENTE te onderwijzen toch een voordeel daartelt, voor wat de uitgaven betreft, tegenover den toestand van den getrouwden onderwijzer en de getrouwde onderwijzeres onderwijzende in verschillende gemeenten.

De Speciale Commissie stelt dus voor alinea 1° van het artikel 2 als volgt te wijzigen :

1° Eene aanvangswedde van 4,500 frank (zie verder art. 4).

ART. 3.

Dit artikel stelt de wedde vast van het gediplomeerd personeel der lagere scholen, die in gemeenschap leven. Deze wedde wordt vastgesteld op $\frac{1}{2}$ der wedde van het leekenpersoneel.

*
* *

Ten einde alle verwarring in de toepassing van den tekst te vermijden, stelt de speciale commissie voor, het woord « onderwijzeressen » bij te voegen na het woord « onderwijzers » en bijgevolg het artikel als volgt te doen luiden :

« D. De aanvangswedde der in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers en onderwijzeressen van de aangenomene, enz. »

*
* *

Zoo de wijziging door de bijzondere commissie bij artikel 2 alinea 1 aangenomen wordt (4,500 frank aanvangswedde) zal het cijfer 2,400 frank, voorzien bij artikel 3, moeten gebracht worden op 2,250 frank, zij $\frac{1}{2}$ van 4,500 frank.

ART. 4.

Dit artikel bepaalt de periodieke verhoogingen.

Het wetsontwerp der Regeering stelt de verhoogingen voor de lagere onderwijzers-en onderwijzeressen alsmede voor de bewaarschoolonderwijzeressen welke een diploma van lagere onderwijzeres bezitten, als volgt vast :

Aanvangswedde : 4,800 frank.

VERHOOGINGEN.

5 jaarlijksche van . . .	200 frank,	zij 1,000 frank na	5 dienstjaren.
5 tweejaarlijksche van . .	200 id.	1,000 id.	10 id.
4 driejaarlijksche van . .	200 id.	800 id.	12 id.
1 laatste verhooging op het			
30 ^e dienstjaar van . .	400 id.	400 id.	5 id.

Totaal der verhoogingen . . . fr. 3,200 na 30 dienstjaren.

Aanvangswedde 4,800 frank.

Verhoogingen 3,200 frank.

Zij 8,000 frank maximum na 30 dienstjaren.

De Speciale Commissie stelt voor de verhoogingen als volgt vast te stellen :

Aanvangswedde : 4,500 frank.

VERHOOGINGEN :

10 jaarlijkse van . . . 200 frank, zij 2,000 frank na 10 dienstjaren.

10 id. . . . 150 id. 1,500 id. 10 id.

10 id. . . . 100 id. 1,000 id. 10 id.

Totaal der verhoogingen . . . 4,500 frank na 30 dienstjaren.

Aanvangswedde . . . 4,500 frank.

Verhoogingen . . . 4,500 id.

Zij . . . 9,000 frank maximum na 30 dienstjaren.

* * *

Waarop steunt zich de Speciale Commissie om die wijzigingen voor te stellen ?

1^o De aanvangswedde :

De heer Minister geeft als voornaamste reden aan, voor het vaststellen der aanvangswedde op 4,800 frank, de noodzakelijkheid de jonge onderwijzers aan te moedigen en de aanwerving te bevorderen.

Wij zijn het daarmee volkomen eens. Ook meenen wij, dat de aanvangswedde door de Commissie voorgesteld (en overgenomen uit het wetsvoorstel Marck-Buyt) aanmoedigend mag geheeten worden als men daarbij rekening houdt bij de bijkomende voordeelen welke aan alle onderwijzers — ook aan de jongsten en de beginnelingen toegekend worden.

Deze zijn : 600 frank duurtelbijslag en eene verblijfsvergoeding die *minstens* 200 frank is in de kleinste gemeenten en gemiddeld op 300 frank mag gerekend worden.

De aanvangswedde van den jongen onderwijzer (19 à 20 jaar) zal dus *minstens* zijn :

4,500 + 600 + 2 à 300 frank = 5,400 frank (3,300 frank). Na tien jaren dienst zou deze onderwijzer — op 30jarigen ouderdom — met het verhoogingsvoorstel der Commissie minstens 3,400 + 2,000 t zij 7,400 frank jaarwedde genieten.

* * *

De Commissie heeft anderzijds willen rekening houden met het feit, dat de onderwijzers welke reeds jaren aan een onvoldoende wedde arbeidden, niet mogen verwaarloosd worden. Het beste middel daartoe is de verhoogingen zoo groot mogelijk maken en zoo rap mogelijk op malkander doen volgen. Ook het maximum moet zoo hoog mogelijk worden opgevoerd vooral omdat zulks van groot belang is voor de pensioenberekening.

Een maximum van 9,000 frank na 30 jaren dienst in het onderwijs doorgebracht, schijnt ons geenzins overdreven toe.

Het moet wel vastaan zijn, dat, ook met de aanvangswedde van 4,500 frank den duurtelbijslag van 600 frank voorzien bij artikel 13 dezer wet, behouden blijft, maar ook niet verhoogd wordt.

* * *

Het onderwijzend personeel heeft den wensch uitgedrukt het maximum te zien vaststellen na 25 dienstjaren. De heer Minister heeft tegenover deze meening de volgende argumenten doen gelden :

1^o Indien het maximum op 25 jaren aan het onderwijzend personeel toegestaan wordt, zal hetzelfde gevraagd worden door al de andere openbare ambtenaren, welke nu meestal hun maximum na 30 dienstjaren bereiken.

De Staat zou zulks niet kunnen toestaan.

2^o Vele onderwijzers zouden genegen zijn na 25 dienstjaren — en gemiddeld op 45 jarigen ouderdom — het onderwijs te verlaten. Dit mag zeker niet worden aangemoedigd : a) omdat wij leerkrachten te kort hebben ; b) omdat niet alle onderwijzers op 45 jarigen ouderdom ten einde krachtens gekomen zijn.

Trouwens, nu de gemeenten zelf in de betaling der jaarwedden van de onderwijzers niet meer tusschenkomen — het is de Staat die de jaarwedden betaalt — worden overal de klassen ontdubbeld. Sedert November 11. werden 1,100 nieuwe klassen ingericht. Vandaar mindere fysieke uitputting voor de onderwijzers, door vermindering van het getal leerluigen, wat wij een geluk noemen.

De Bijzondere Commissie heeft zich bij de zienswijze van den heer Minister aangesloten.

* * *

De bijzondere commissie stelt voor, alinea a van het ons onderworpen wetsontwerp als volgt te wijzigen :

« a) Voor de wereldlijke onderwijzers en onderwijzeressen, met tien jaarlijksche verhoogingen van 200 frank, met tien jaarlijksche verhoogingen van 150 frank en met tien verhoogingen van 100 frank ten beloope van de noodige som om de aanvangswedde van 4,500 frank, voorzien bij artikel 2, § 1, dezer wet, tot wijziging van artikel 29, § 1, der wet tot regeling van het lager onderwijs, te verhoogen met 4,500 frank.

» b) Voor de in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers en onderwijzeressen, enz. »

ART. 5.

Artikel 5 luidt als volgt :

« Artikel 31 B, lid 1, wordt gewijzigd als volgt :

» B. Voor het tijdperk dat aan deze wet voorafgaat, enz. »

Dezen tekst heeft de Bijzondere Commissie verklaard als volgt :

In de Memorie van toelichting (bl. 6) zegt de Minister dat voor de bereke-

ning der verhoogingen in aanmerking komen de diensten bepaald bij artikel 31, littera B, der wet van 13 November 1919. Dit artikel wijzigen wij slechts in dezen zin, dat wij ook daarin begripen de diensten bewezen in het Fröbel-onderwijs.

Het is dus verstaan dat artikel 31, B, a) niet wordt gewijzigd dan in zijn eerste alinea, b) dat deze eerste alinea geene andere wijziging voorstelt dan daarin ook te begripen de diensten bewezen in de Frøbelscholen.

De wijziging heeft dus uitstrekkende en niet beperkte kracht.

Het gevolg daarvan is dat de volgende alinea's van artikel 31, B, van kracht blijven.

ART. 6.

Op bladzijde 6 van de Memorie van Toelichting zegt de Minister, dat hij instemt met het cijfer der in het wetsontwerp voorziene verhoogingen, op nadrukkelijke voorwaarde dat de toekenning der verhoogingen een onafgebroken spoorslag wezen in de beroepsbezigheden.

In beginsel heeft de Bijzondere Commissie zich aangesloten bij de verklaringen van den Minister.

De Commissie is niettemin van oordeel, dat men door een wetstekst niet verder mag gaan dan het nagestreefde doel. Dat is het geval voor sommige bepalingen, zooals zij door artikel 6 zijn voorgesteld. Na langdurige beraadslaging heeft de Bijzondere Commissie beslist, voor artikel 6 den volgende tekst voor te stellen :

« ART. 6.

» De volgende bepalingen worden in artikel 31, na littera B, opgenomen :

» B^{bis}. *Vanaf het in werking treden van deze wet, worden de verhoogingen alleen dan verleend wanneer zij zijn verdiend wegens diensten boven het gemiddelde. Hebben daarop geen aanspraak, de onderwijzers en de onderwijzeressen van een kennelijk slecht gedrag of die, welke mochten nalaten aan hunne plichten te voldoen, zooals zij door de wet of de reglementen zijn omschreven.*

» B^{ter}. *De schooldienst omvat, buiten den dienst van het eigentlijk onderwijs, den dienst van deelneming aan de toegevoegde schoolwerken, zooals zij bij koninklijk besluit worden omschreven.* »

ART. 7.

Het artikel 7 zegt dat de weddeverhooging wordt voorgesteld door de bevoegde overheid.

De weddeverhooging zou dus voor den onderwijzer *geen recht* meer daastellen, maar eene *belooning*.

Een heel nieuw beginsel wordt hier gehuldigd waarbij de Bijzondere Commissie zich niet heeft kunnen aansluiten.

Eerstens, waarom zou men het *recht* op verhoogingen alleen aan de onder-

wijzers ontzeggen, dan wanneer zulks aan geen enkele andere reeks van ambtenaren toegepast wordt?

Tweedens, « *de bevoegde overheid* » is onvolledig in den tekst bepaald : Wie is hier de bevoegde overheid? Is het de « *gemeente-overheid* » of het schoolbestuur? Is het de inspectie? Zijn het beide?

Ten derde — en dit is de groote opwérping — deze nieuwe bepaling welke zegt *dat de verhooging moet voorgesteld worden* b. v. door de *gemeente-overheid*, kan aanleiding geven tot zeer vele en betreuenswaardige misbruiken.

In de veronderstelling dat het gemeentebestuur in meerderheid leden bevatten zou welke niet de politieke overtuiging deelen van den onderwijzer bijvoorbeeld ten gevolge eener gemeenteverkiezing, hoe zou het niet te vreezen zijn dat redenen zouden gezocht worden om de verhoogingen van den onderwijzer *niet* voor te stellen?

Is het waarlijk niet wenschelijk dat de onderwijzer zooveel mogelijk van allen politieken invloed zou geyrijwaard blijven?

De speciale commissie was dus de meening toegedaan dat het *recht* op verhoogingen gelijk zij in de bestaande met voorzien zijn, moeten behouden blijven voor al de onderwijzers die *hun plicht* doen naar de bepalingen van artikel 6 dezer wet.

Wie zijn plicht niet doet, moet natuurlijk gestraft worden. Zijne verhoogingen moeten *als bestraffing* kunnen geweigerd worden.

Maar juist het artikel 31 littera C der organieke wet, wapent de overheid om de verhoogingen in die voorwaarden te weigeren.

De Bijzondere Commissie was dan ook van meening dat den voorgestelden tekst van artikel 7 kon weggelaten worden.

Nochtans sprak zij ook den wensch uit dat aan den heer Minister, om zware redenen, de macht zou worden verleend *rechtstreeks* verhoogingen te kunnen weigeren.

Ten einde die macht aan den heer Minister toe te kennen stelt de Bijzondere Commissie voor artikel 7 als volgt op te stellen :

« ART. 7.

» De volgende bepaling wordt in artikel 31, littera C opgenomen na de » woorden : « *dat de periodieke weddeverhooging geheel of gedeeltelijk niet » dient te worden verleend* ».

» *Echter kan de bevoegde Minister, om gewichtige redenen, rechtstreeks » verklaren dat de verhoogingen, voorzien bij artikel 4 dezer wet, dienen te » worden geweigerd* ».

ART. 8.

Om de redenen aangehaald bij de bespreking van artikelen 2 en 4, stelt de Bijzondere Commissie voor, de aanvangswedde en de verhoogingen der *bewaarschoolonderwijzeressen* — welke geen diploma van lagere onderwijzeres bezitten —, te wijzigen,

Ziehier de vergelijkende tabel tusschen het Regeeringsvoorstel en dat van de Bijzondere Commissie.

A. — Regeeringsvoorstel.

Aanvangswedde : 3,600 frank.

VERHOOGINGEN :

5 jaarlijksche	van 150 frank, zij 750 frank na 5 dienstjaren.
3 tweejaarlijksche	id. 150 id. 750 id. 10 id.
4 driejaarlijksche	id. 150 id. 600 id. 12 id.
1 laatste verhooging op het 30 ^e dienstjaar	id. 300 id. 300 id. 5 id.
	<u>2,400 frank na 30 dienstjaren.</u>

Aanvangswedde . . 3,600 frank.

Verhoogen . . . 2,400 id.

Zij . 6,000 frank maximum na 30 dienstjaren.

B. — Voorstel der bijzondere commissie.

Aanvangsjaarwedde : 3,300 frank.

VERHOOGINGEN.

10 jaarlijksche van 150 frank, zij 1,500 frank na 10 dienstjaren.
10 id. 100 id. zij 1,000 id. 10 id.
10 id. 80 id. zij 800 id. 10 id.
Zij . . . 3,300 frank na 30 id.

Aanvangswedde . . . 3,300 frank.

Verhoogen . . . 3,300 frank.

Zij . . . 6,600 frank maximum na 30 dienstjaren.

* * *

Dientengevolge stelt de bijzondere commissie voor de volgende wijzigingen aan artikel 8 toe te brengen :

1° 3,600 frank te vervangen door 3,300 frank;

2° Lid 16 van ditzelfde artikel wordt gewijzigd als volgt :

« De onderwijzeressen der bewaarscholen, zoo zij in bezit zijn van het diploma van lagere onderwijzeres of van regentes, hebben recht op de

verhoogingen voorzien bij artikel 4, lit. A en B, dezer wet, dat van toepassing is op de wereldlijke onderwijzers en onderwijzeressen en op de ongehuwde in gemeenschap levende onderwijzers en onderwijzeressen.

» Indien zij slechts in bezit zijn van het bekwaamheidsgetuigschrift voor het ambt van onderwijzeres eener bewaarschool of indien zij daarvan zijn ontslagen krachtens alinea 8 van dit artikel, wordt het bedrag der verhoogingen vastgesteld als volgt :

» Tien jaarlijksche verhoogingen van 150 frank, tien jaarlijksche verhoogingen van 100 frank en tien jaarlijksche verhoogingen van 80 frank ten beloope van de noodige som om de aanvangswedde van 3,300 frank, voorzien bij artikel 8, lid 7, dezer wet, tot wijziging van artikel 33, lid 16, der wet tot regeling van het lager onderwijs, te verhoogen met 3,300 frank.

ART. 9.

De Commissie neemt den voorgestelden tekst aan.

ART. 10.

Bij artikel 10 stelt de Regeering voor, een nieuw artikel in te lassen na artikel 26 van de schoolwet.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten schijnt aan de onderwijzers der aangenomen en aanneembare scholen een statuut te willen verleen en inzonderheid meer vastheid aan hunne betrekking te willen geven. Men moet hem er dankbaar om zijn.

Doch de Regeering schijnt uit het oog te hebben verloren dat, wat de gemeenteonderwijzers betreft, dit artikel geen reden van bestaan heeft, tenzij hij wil beletten dat de onderwijzers in werkstaking gaan.

Tegen deze gedachte heeft een lid van de Bijzondere Commissieezet aange teekend.

De eerste volzin is in tegenspraak het vastheidsbegrip der betrekking van gemeenteonderwijzer; de tweede en de derde zijn in uitdrukkelijke tegenspraak met de slotalinea van artikel 36, welke niet ingetrokken is; deze alinea luidt : « De ontslagnemende onderwijzer is er toe gehouden ter beschikking van het gemeentebestuur te blijven geturende ten hoogste eene maand, te rekenen van het indienen van zijn ontslag. »

Voorzeker, heeft de Minister den plicht te zorgen voor de belangen van het onderwijs, welke vóór de persoonlijke belangen van het onderwijzend personeel moeten gaan; doch de wetgever heeft niet het recht, de toekomst van den onderwijzer te stremmen en hem, te beletten namelijk, een voordeeligere betrekking te aanvaarden (b. r. van schoolhoofd), welke onverwacht zou openvallen en waarvan hij zou moeten afzien, bij aldien de voorgestelde bepaling in den wetstekst werd opgenomen.

Anderzijds is er in het 2^o lid van het voorgestelde artikel 26^{bis} sprake van de afstelling. Dit punt werd reeds geregeld bij artikel 25, wat de gemeenteonderwijzers betreft. De minister spreekt van « elke tuchtstraf die afstelling medebrengen kan. »

Zijn er nog andere straffen buiten de afstelling zelve, welke de afstelling kunnen medebrengen? Ik denk het niet. Eindelijk, artikel 26^{bis} strekt en toe, eene nieuwigheid in te voeren : het recht voor den onderwijzer, die het voorwerp eenen tuchtstraf is, zijne verdediging te doen voordragen voor de beraadslagende lichamen die over hem moeten uitspraak doen. Wij kunnen dezen maatregel slechts toejuichen.

Ik meen nochtans, dat het, om wille der klaarheid van de wetsteksten, beter ware het statuut van de gemeenteonderwijzer en dat van zijne collegas der aangenomen en aanneembare scholen te regelen in verschillende artikelen. Deze statuten zijn grondig verschillend.

Wat de aangenomen en aanneembare scholen betreft, moet dit statuut worden bepaald in onderling overleg met den Staat — die de onderwijzers betaalt — en de bevoegde overheden.

Om al deze beweegredenen, en in afwachting dat deze statuten oerlang kunnen tot stand komen, heeft de Commissie bij meerderheid van haren leden beslist, voorloopig de intrekking van het onderhavig artikel 10 te vragen.

ART. 11.

Artikel 11 handelt over de herinrichting van het schooltoezicht. In het eerste lid van dit artikel komt eene leemte voor : sedert 1916 behoort tot het opzienerskorps van ons lager onderwijs een *algemeene opziener*, zooals in dit van het middelbaar onderwijs, van het beroepsonderwijs en van het landbouwonderwijs.

Sedert langen tijd was het noodige geblekendheid een ambtenaar aan te stellen, die de werking van meer dan honderd opzieners van het lager onderwijs zou samen ordenen en nagaan. De wet moet hem niet over 't hoofd zien; zij moet hem het noodige gezag schenken.

Een lid stelde voor, aan het eerste lid een volzin toe te voegen, luidende :

« *Een algemeen opziener (zoo noodig, een voor het Vlaamsche en een voor het Waalsche gedeelte) oefent toezicht op en brengt samen ordening in de werking van gansch het opzienerskorps. Hij bezoekt de scholen en woont de kantonnale conferentiën bij, wanneer hij het noodzakelijk acht.* »

De Minister heeft aan de Bijzondere Commissie verklaard dat de Algemeene Schoolopziener vanzelf « de contrôle heeft over de werking van het personeel der Inspectie en deze werking regelt. » Bij de behandeling zal hij zich in dien zin verklaren; hij is van oordeel dat, onder deze omstandigheden, de voorgestelde tekst overbodig is. De Bijzondere Commissie is tot deze zienswijze toegelreden.

ART. 12.

De Speciale Commissie heeft de vrees uitgedrukt dat het betalen door den Staat van de gemeentelijke bestuurders, waarvan spraak is in dit artikel, voor gevolg hebben zal dat in te veel gemeenten deze niet volstrekt onmisbare bedieningen zullen geschapen worden. Dit is des te meer onnoodig daar deze

plaatsen dikwijls « double emploi » vormen met deze van « gemeentelijken schoolopziener », welke door de gemeenten zelf betaald worden.

Dientengevolge stelt de Speciale Commissie de afschaffing voor van artikel 12 met 6 stemmen tegen 3.

ART. 13.

De Speciale Commissie sluit zich aan bij den tekst der Regeering.

ART. 14.

De Speciale Commissie stelt voor te zeggen : « Deze wet treedt in werking vanaf 1 Mei 1920 ».

NIEUWE BEPALINGEN.

De Bijzondere Commissie stelt voor, twee nieuwe bepalingen in het wetsontwerp der Regeering op te nemen de eerste betreffende de familievergoeding, de 2^e betreffende het tellen der dienstjaren voor de onderwijzers-oudstrijders.

ART. 2.

Artikel 29, littéra 3^o der organieke schoolwet kent eene familievergoeding toe van 100 frank per jaar voor elk minderjarig kind ten laste van een gehuwde onderwijzeres of van een weduwnaar of weduwe.

De Bijzondere Commissie stelt voor deze familievergoeding te brengen op fr. 182.50 per jaar (fr. 0.50 per dag) :

1^o Om aldus de talrijke onderwijzersfamiliërs aan te moedigen;

2^o Om aldus de onderwijzers in zake familievergoeding gelijk te stellen met de andere openbare ambtenaren, bedienden en werklieden die ook eene vergoeding van fr. 182,50 per kind en per jaar ontvangen zullen.

ART. 4.

Het artikel 31, 4^e lid, littera b der schoolwet voorziet reeds zekere bepalingen ten voordeele der onderwijzers oud-strijders.

Zij zijn van een dubbel aard :

1^o a) De diensten door de onderwijzers bewezen in de verbondene legers;
b) de diensten in de belgische of geallieerde scholen bewezen door de uitgeweken onderwijzers tellen voor de berekening der dienstjaren mede.

2^o De diensttijd die recht geeft op front-chevrons; de tijd van werkelijk gevangenschap; de tijd gedurende dewelke de civiele onderwijzers ontvoerd of geïnterneerd waren tellen dubbel in de berekening der dienstjaren mede.

De Bijzondere Commissie stelt voor :

Aan n° 1° toe te voegen : « Tellen *enkel* voor het berekenen der dienstjaren :
» a) de diensten door de soldaten-onderwijzers bewezen in de scholen der bel-
» gische of geallieerde legers; de jaren gedurende dewelke de onderwijzers
» door overmacht belet waren hun ambt uit te oefenen. »

Aan n° 2 : (tellen dubbel in de berekening der dienstjaren) :

« De tijd gedurende welken de gemobiliseerde onderwijzers of onder-
» wijzers-oorlogsvrijwilligers wegens zichten, verwondigen of verminkingen
» in het leger opgedaan, in de onmogelijkheid waren frontchevrons te
» bekomen ; »

Wij neemen dat deze toevoegingen geheel gewettigd zijn. Zij zijn ten andere overgenomen uit het wetsvoorstel Marck-Buyl.

De Commissie heeft het ontwerp — aldus gewijzigd — aangenomen en zet de Kamer aan het goed te keuren.

De Verslaggever,
HENDRIK HEYMAN.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

VERGELIJKING VAN BEIDE VOORSTELLEN.

DESTRÉE.

MARCK-BUYL.

I. — Gelijktelling van kunne.

Bij artikel 1 als beginsel aangenomen.

Bij elk artikel herhaald : aanvangswedde, vergoedingen, aanvangsverhoogen.

II. — Aanvangswedde.

Wereldlijken :

4,800	}	Onderwijzers, onderwijzeressen, gediplomeerde bewaarschool-onderwijzeressen van den lageren graad.
3,600	}	Voor de niet gediplomeerde bewaarschool-onderwijzeressen van den lageren graad.

Kloosterlingen :

Een half der wereldlijken.

Wereldlijken :

4,500	}	Onderwijzers, onderwijzeressen, gediplomeerde bewaarschool-onderwijzeressen van den lageren graad.
3,600	}	Voor de niet gediplomeerde bewaarschool-onderwijzeressen van den lageren graad.

Kloosterlingen :

Naar den grondslag van 13 November 1919, te weten : 6/10 van de jaarwedde der wereldlijken.

III. — Periodische verhoogen.

Wereldlijke :

a) Gediplomeerde lagere en bewaarschool onderwijzeressen van den lageren graad :

5 jaarlijksche van 200 . fr.	1,000
5 tweejaarlijksche van 200 .	1,000
4 driejaarlijksche van 200 .	800
1 laatste van 400 . . .	400
TOTAAL . . fr.	3,200

na 30 jaren dienst.

Wereldlijken :

a) gediplomeerde lagere en bewaarschool onderwijzeressen van den lageren graad :

20 jaarlijksche van 200. fr.	4,000
5 jaarlijksche van 300. .	1,500
TOTAAL . . .	5,500

in stede van 5,000 vermeld in het ontwerp, na 25 jaren dienst.

In de veronderstelling dat de onderwijzen op 20 jarigen leeftijd is begonnen, zal hij zijn *maxima* hebben :

Na 30 jaren dienst op 50 jaar : 8,000 frank.	Na 25 jaren dienst op 45 jaar : 9,500 of 9,000 frank.
<i>Wereldlijken :</i>	<i>Wereldlijken :</i>
b) Niet gediplomeerde bewaarschool- onderwijzeresse van den lageren graad :	b) Niet gediplomeerde bewaarschool- onderwijzeresse van den lageren graad :
5 jaarlijksche van 150. fr. 750	Zooals bienboven :
5 tweejaarlijksche van 150 750	
4 driejaarlijche van 150 . 600	
1 laatste. 300	
Na 30 jaren dienst. . fr. 2,400	

$$3.600 + \left\{ \begin{array}{c} 5,500 \\ \text{of} \\ 5,000 \end{array} \right\} = \begin{array}{c} 8,600 \\ \text{of} \\ 9,100 \end{array}$$

IV. — Huishuurvergoeding.

Zooals vroeger.

(Wet van 13 November 1919.)

<i>Wereldlijken :</i>	<i>Wereldlijken :</i>
Gemeenten van 5,000 in- woners fr. 200 400	Gemeenten van 25,000 inwoners . . . fr. 400 800
Gemeenten van 5,001 tot 40,000 inwoners . . 300 600	Gemeenten van 25,001 tot 100,000 inwoners 500 1,200
Gemeenten van 40,001 tot 100,000 inwoners. 500 800	Gemeenten van boven 100,000 inwoners . 750 1,500

HET DUBBEL aan de schoolhoofden
(onderwijzers en onderwijzeressen).

Aan de gehuwde onderwijzers.

HET DUBBEL aan de schoolhoofden
(onderwijzers en onderwijzeressen) en
gehuwde onderwijzers en onderwijze-
ressen. De huurwaarde wordt, in voor-
komend geval, afgetrokken van de huis-
huurvergoeding.

Kloosterlingen :

Het dubbel alleen aan de schoolhoof-
den.

Niets aan de anderen.

Kloosterlingen :

Naar het bedrag van 13 November
1919.

Dat is, eene enkele vergoeding voor
het schoolhoofd, niets voor de anderen.

V. — Vergoedingen voor Getingschriften.

Het maximum wordt gebracht van 100 tot 300 frank.		Zooals vroeger (100 fr. maximum).
--	--	-----------------------------------

VI. — Gezinsvergoeding.

100 (of 182.50) per minder- jarig kind dat ten laste komt.		300 fr. per minderjarig kind dat ten laste komt.
		100 fr. per bloedverwant in op- gaande linie, die ten laste komt.

VII. — Duurtebijslag.

<i>Wereldlijken</i> : 600 frank.		Niets.
<i>Kloosterlingen</i> : 300 frank.		Id.

VIII. — Vergoeding aan den bestuurder.

<i>Wereldlijken</i> :	<i>Kloosterlingen</i> :	
100 fr. per klasse. met 200 fr. minimum. en 600 fr. maximum.	Dubbele vergoeding aan het schoolhoofd; aan de anderen niets.	Niets. Zooals vroeger.

IX. Terugwerkende kracht.

Geene terugwerkende kracht.		1 ^{ste} Januari 1920.
-----------------------------	--	--------------------------------

Loi actuelle.

ART. 23.

Des bourses spéciales d'études, à charge de l'État, pourront être accordées, à partir de leur quatorzième année, aux enfants d'instituteurs qui fréquentent ou qui se disposent à fréquenter les écoles normales de l'État ou les écoles normales agréées.

Projet de loi.

Voir article 10.

Wettelijk ontwerp.

Texte proposé par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

L'alinéa 1^{er} de l'article 23 de la loi organique de l'enseignement primaire est rédigé comme suit :

« Les subsides que l'État accorde annuellement aux communes et aux directions des écoles adoptables pour le soutien, respectivement des écoles primaires communales et adoptées et des écoles primaires adoptables, sont équivalents aux traitements du personnel enseignant, qui sont les mêmes pour les instituteurs et les institutrices, se calculent d'après le barème minimum établi par les articles 29, 30 et 31 et comprennent en outre les indemnités de direction prévues à l'article 32 de la présente loi. Ces subsides sont liquidés mensuellement et directement au profit des membres du personnel. »

Tekst door de Commissie voorgesteld

EERSTE ARTIKEL.

Het eerste lid van artikel 23 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt gewijzigd als volgt :

« De toelagen, door den Staat elk » jaar verleend aan de gemeenten en » aan de besturen der aanneembare » scholen tot ondersteuning, onder » scheidentlijk, van de lagere gemeente- » scholen, aangenomen scholen en aan- » neembare scholen, bedragen evenveel » als de jaarwedden van het onder- » wijsend personeel, die gelijk zijn » voor de onderwijzers en voor de » onderwijzeressen; zij worden bere- » kend naar den minimum-rooster, be- » paald bij de artikelen 29, 30 en 31, » en begripen daarenboven de bestuurs- » vergoedingen voorsien bij artikel 32 » deser wet. Die toelagen worden maan- » delijks en rechtstreeks ten bate van de » leden van het personeel uitbetaald. »

Loi actuelle.	Projet de loi.	Wetontwerp.	Texte proposé par la Commission.
—	—	—	—
ART. 30.	ART. 3.	ART. 3.	ART. 3.
A. Le traitement des membres du personnel enseignant des écoles adoptées est à la charge des communes. B. Le traitement des membres du personnel enseignant des écoles adoptables est à la charge des directions de ces écoles. C. Sauf la réserve formulée au littéra D ci-après, ce traitement ne peut, si les agents sont diplômés ou dispensés de l'examen, être inférieur aux taux résultant des articles 29 et 31. D. Le traitement de base des instituteurs non mariés, vivant en commun des écoles adoptées et adoptables est fixé à 1,800 francs pour les hommes et à 1,400 francs pour les femmes; l'indemnité de résidence n'est due qu'au chef d'école; elle est calculée d'après les bases établies à l'article précédent pour les instituteurs communaux. La commune est tenue d'allouer annuellement à toute école adoptée une somme suffisante pour payer les fournitures classiques des enfants qui, ayant droit à l'instruction gratuite, sont admis dans cette école.	L'article 30 D est modifié comme suit : D. Le traitement de base des instituteurs non mariés, vivant en commun des écoles adoptées et adoptables est fixé à 2,400 francs; l'indemnité de résidence n'est due qu'au chef d'école; elle est calculée d'après les bases établies à l'article précédent pour les instituteurs communaux.	Artikel 30 D wordt gewijzigd als volgt : D. De aanvangswedde der in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers van de aangenomen en aanneembare scholen wordt bepaald op 2,400 frank; de huishuervergoeding is alleen aan het schoolhoofd verschuldigd; zij wordt berekend naar de grondslagen, bij het vorig artikel vastgesteld voor de gemeentetonderwijzers.	Comme ci-contre sauf à remplacer 2,400 francs par 2,250 francs.
ART. 31.	ART. 4.	ART. 4.	ART. 4.
A. L'instituteur a droit à dix augmentations annuelles de 100 francs, suivies de dix augmentations biennales de 150 francs, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 2,500 francs le minimum légal prévu à l'article 29. Pour les institutrices le taux de ces augmentations est fixé respectivement à 80 francs et 120 francs jusqu'à concurrence de sa somme nécessaire pour Pour les instituteurs non mariés vivant en commun, le taux de ces augmentations de traitement est réduit à 60 francs pour les hommes et 40 francs pour les femmes, de manière à majorer respectivement de 1,200 francs et de 800 francs les minima légaux prévus à l'article 30. Ces augmentations prennent cours au 1^{er} janvier de chaque année.	L'article 31 A est modifié comme suit : Le traitement de base sera augmenté périodiquement dans la mesure suivante : a) Pour les instituteurs laïcs, de quatorze augmentations de 200 francs, soit successivement cinq annuelles, cinq biennales et quatre triennales, suivies d'une augmentation finale de 400 francs après trente années de services; b) Pour les instituteurs non mariés, vivant en commun, des mêmes augmentations, réduites de moitié. Ces augmentations prennent cours au 1^{er} janvier de chaque année.	Artikel 31 A wordt gewijzigd als volgt : De aanvangswedde wordt periodiek op de volgende wijze vermeerderd : a) Voor de wereldlijke onderwijzers, met veertien verhoogingen van 200 frank d. i. opvolgend vijf jaarlijksche, vijf tweejaarlijksche en vier driejaarlijksche, met eene eindverhoging van 400 frank na dertig jaren dienst; b) Voor de in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers, de helft dierzelfde verhoogingen. Deze verhoogingen zijn verschuldigd vanaf 1^{er} Januari van elk jaar.	L'article 31 A est modifié comme suit : Le traitement de base sera augmenté périodiquement dans la mesure suivante : a) Pour les instituteurs et institutrices laïcs, de dix augmentations annuelles de 200 francs; de dix augmentations annuelles de 150 francs et de dix augmentations annuelles de 100 francs jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 4,500 francs le traitement de base de 4,500 francs prévu à l'article 2, § 1 de cette loi, modifiant l'article 29, § 1 de la loi organique de l'instruction primaire. b) Pour les instituteurs et les institutrices non mariés, (la suite comme ci-contre).

Tekst door de Commissie toegezonden.

ART. 3.

Zoals hiernevens, mits 2,400 frank wordt vervangen door 2,250 frank.

B. Dans la supputation des années de services seront compris tous les services rendus même à titre temporaire, dans les écoles primaires communales, adoptées et adoptables, en qualité d'instituteur, d'institutrice, de sous-instituteur et de sous-institutrice.

Il en sera de même des services rendus avant la mise en vigueur de la loi du 15 septembre 1895, dans une école primaire privée non subsidée, mais organisée conformément à la loi.

Seront pareillement compris dans la supputation des années de services, les services rendus postérieurement à l'obtention du diplôme d'instituteur primaire, dans les écoles gardiennes inspectées, dans les écoles de bienfaisance dépendant du Ministère de la Justice, dans les écoles normales de l'Etat ou agréées, dans les écoles primaires payantes et dans les classes préparatoires d'un établissement d'enseignement moyen, public ou privé ou dans tout autre établissement analogue.

Les services rendus pendant la guerre par les instituteurs mobilisés aux armées; les services rendus aux écoles belges ou alliées par les instituteurs réfugiés en terre d'asile, sont compris dans la supputation des années de service. Le temps de service accompli depuis le 1^{er} août 1914 par les instituteurs mobilisés et qui leur donne droit à l'attribution de chevrons de front, de même que le temps pendant lequel ils ont été effectivement prisonniers, est compté double. Il en est de même du temps pendant lequel les instituteurs civils ont été déportés ou internés par l'ennemi. Sont assimilés aux instituteurs, les porteurs du diplôme d'instituteurs, du diplôme de professeur agrégé de l'enseignement moyen du second degré qui n'étaient pas encore en fonctions au moment de leur incorporation, de même que les élèves-instituteurs qui étaient aux études dans les écoles normales lorsqu'ils ont été appelés aux armées.

ART. 4.

Artikel 31 A wordt gewijzigd als volgt:

De aanvangswedde wordt periodiek op de volgende wijze vermeerderd:

a) Voor de wereldlijke onderwijzers en onderwijzeressen, met tien jaarlijksche verhoogingen van 200 frank, tien jaarlijksche verhoogingen van 150 frank en tien jaarlijksche verhoogingen van 100 frank totdat wordt bereikt de noodige som om de aanvangswedde van 4,500 frank, voorzien bij artikel 2, § 1, der wet tot wijziging van artikel 29, § 1, der wet tot regeling van het lager onderwijs, te verhoogen met 4,500 frank.

b) Voor de in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers en onderwijzeressen (het overige zoals hiernevens).

Loi actuelle.	Projet de loi.	Wetontwerp.	Texte proposé par la Commission.
—	—	—	—
ART. 5.	ART. 5.	ART. 5.	ART. 5.
L'article 31 B, alinéa 1, est modifié comme suit : B. Pour la période antérieure à la présente loi, seront admis, en vue de l'octroi des augmentations périodiques, tous les services rendus, même à titre temporaire, dans les écoles primaires ou gardiennes, communales, adoptées ou adoptables. A l'alinéa 3, les mots « dans les écoles gardiennes inspectées » sont supprimés.	Artikel 31 B, lid 1; wordt gewijzigd als volgt : B. Voor het tijdperk, daaraan deze wet vooraangaat, komen, met het oog op de periodieke verhoogingen, in aanmerking al de diensten, zelfs die welke tijdelijk bewezen werden, in de gemeentelijke, aangenomen of aanneembare lagere scholen of bewaarscholen. In lid 3 worden de woorden « in de onder toezicht staande bewaarscholen » weggelaten.	Comme ci-contre. Comme ci-contre.	Zoals hiernevens. Zoals hierbovens.

Le tel. actuel.

Projet de tel.

Wetensch.werp.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Art. 6.

Les dispositions suivantes sont insérées à l'article 31, à la suite du littéra B :

B^{bis}. A partir de la mise en vigueur de la présente loi, les augmentations périodiques ne seront accordées que si elles sont méritées par des services irréprochables et dépassant la moyenne. N'y auront pas droit, notamment, les instituteurs dont la conduite ou l'enseignement laisserait à désirer, ceux qui négligeraient de remplir leurs devoirs tels qu'ils sont définis par la loi ou les règlements ou qui s'absenteraient plus de quinze jours par an, sous prétexte de maladie non constatable par des symptômes objectifs certains.

B^{ter}. Le service scolaire comprend, sans rémunération spéciale, outre le service de l'enseignement proprement dit, le service de la bibliothèque publique et l'assistance aux œuvres complémentaires de l'école, tels qu'ils sont réglés par les autorités scolaires, ou, à leur défaut, par le Ministre des Sciences et des Arts.

Art. 6.

In artikel 31, achteraan littera B, worden de volgende bepalingen opgenomen :

B^{bis}. Bij het in werking treden dezer wet worden de periodieke verhoogingen slechts als verdiend door onberispelijken en meer dan middelmatigen dienst toegekend. Zoo zullen onderwijzers, wier gedrag of onderricht te wenschen konden overlaten ; zij die in hun plicht, als omschreven door wet of reglementen, zouden te kort schieten, of zij die meer dan vijftien dagen per jaar, onder voorwendsel van niet door merkbaar-zekere teekenen vast te stellen ziekte, zouden afwezig zijn, er geen recht op hebben.

B^{ter}. De schooldienst omvat, zonder bijzondere vergoeding, buiten den dienst van het eigenlijk onderwijs, den dienst der volksbibliotheek en den bijstand aan de toegevoegde schoolwerken, zooals zij door de schooloverheden of, bij ontstentenis dezer, door den Minister van Wetenschappen en Kunsten worden geregeld.

Art. 6.

B^{bis}. A partir de la mise en vigueur de la présente loi, les augmentations ne seront accordées que si elles sont méritées par des services dépassant la moyenne. N'y auront pas droit, les instituteurs et les institutrices d'une conduite notoire ou ceux qui négligeraient de remplir leurs devoirs tels qu'ils sont définis par la loi ou les règlements.

B^{ter}. Le service scolaire comprend outre le service de l'enseignement proprement dit, le service de l'assistance aux œuvres complémentaires de l'école, telles qu'elles seront définies par arrêté royal.

Art. 6.

B^{bis}. Bij het in werking treden dezer wet worden de verhoogingen alleen dan verleend wanneer zij verdiend zijn door onberispelijken en meer dan middelmatigen dienst. Hebben daarop geen recht, de onderwijzers en de onderwijzeressen van een kennelijk slecht gedrag of zij, die nlaten hunne plichten te vervullen zooals deze bij de wet of de reglementen zijn omschreven.

B^{ter}. De schooldienst omvat, buiten den dienst van het eigenlijk onderwijs, de medewerking aan de toegevoegde schoolwerken, zooals zij bij koninklijk besluit worden geregeld.

Le tel. actuel.

Projet de tel.

Wetensch.werp.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Art. 7.

L'article 31, litt. C, est remplacé par la disposition suivante :

Les augmentations sont proposées par les autorités scolaires compétentes, selon des règles uniformes à édicter par un arrêté royal. Elles ne sont admises pour la fixation du subside de l'Etat que pour autant que le Ministre des Sciences et des Arts les juge justifiées.

C. Sur la proposition du conseil communal, de la direction de l'école adoptée ou adoptable ou de l'inspection scolaire, après avoir pris l'avis, dans les deux premiers cas, de l'inspection scolaire, dans le troisième cas, de l'autorité dont relève l'intéressé, et dans tous les cas, du conseil d'appel prévu à l'article 26 de la présente loi, et avoir entendu l'instituteur dans ses explications, le Ministre compétent peut, par décision motivée, déclarer, pour des motifs d'ordre professionnel, qu'il y a lieu de retenir tout ou partie de l'augmentation périodique de traitement.

Sera notamment considéré comme motif d'ordre professionnel le fait de ne pas signaler à l'autorité les absences des élèves.

L'instituteur qui aura été frappé d'une peine disciplinaire plus grave que celle que le conseil communal peut prononcer sans l'approbation de la députation permanente, sera privé de l'augmentation se rapportant à la période pendant laquelle la peine a été infligée.

Le Ministre peut relever l'instituteur, en tout ou en partie, de la déchéance encourue, après avoir entendu l'inspection scolaire, le conseil communal ou la direction de l'école adoptée ou adoptable et, dans le cas d'une peine disciplinaire, la députation permanente.

D. Les augmentations facultatives de traitements allouées par anticipation peuvent être déduites des augmentations obligatoires subséquentes.

E. Les traitements actuels des instituteurs comme ceux qui leur seront accordés ultérieurement, ne pourront subir aucune réduction pendant la durée des fonctions des titulaires dans la même commune.

Les suppléments de traitements que les intéressés recevaient lors de la mise en vigueur de la présente loi, sur le crédit de 4 millions figurant au Budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1913, leur seront conservés aussi longtemps que le revenu auquel ils auront droit en vertu des dispositions légales nouvelles, n'atteindra pas leur revenu actuel, suppléments compris. Ces suppléments feront partie intégrante des traitements ordinaires.

Art. 32.

Une indemnité de direction, calculée à raison de 400 francs par classe, est

Projet de tel.

Wetensch.werp.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Art. 7.

Remplacer le texte proposé par le Gouvernement par le texte suivant :

La disposition suivante est insérée à l'article 31 littéra C, à la suite des mots qu'il y a lieu de retenir tout ou partie de l'augmentation périodique de traitement :
Toutefois le Ministre compétent pourra, pour des motifs graves, déclarer directement, qu'il y a lieu de refuser les augmentations prévues à l'article 4 de la présente loi.

Artikel 31, litt. C, wordt :

Wedleverhooging wordt voorgesteld door de bevoegde schooloverheid, volgens gelijkvormige, door een Koninklijk besluit vast te stellen regelen. Voor vaststelling van de Staatstoelage wordt zij alleen goedgekeurd, als de Minister van Wetenschappen en Kunsten ze go-rechtigd acht.

Art. 7.

Den Regesingstekst te vervangen door den volgende tekst :

De volgende bepaling wordt in artikel 31, littéra C, na de woorden : « dat de periodische werdeverhooging geheel of gedeeltelijk niet dient te worden verleend ».
opgenomen :
Echter kan de bevoegde Minister om gewichtige redenen rechtstreeks verklaren dat de verhoogingen, voorzien bij artikel 4 dezer wet, dienen te worden geweigerd.

— l'actuelle.

Projet de loi.

Wetontwerp.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 7.

L'article 31, litt. C, est remplacé par la disposition suivante :

Les augmentations sont proposées par les autorités scolaires compétentes, selon des règles uniformes à édicter par un arrêté royal. Elles ne sont admises pour la fixation du subside de l'Etat que pour autant que le Ministre des Sciences et des Arts les juge justifiées.

ART. 7.

Artikel 31, litt. C, wordt :

Wetdeverhooging wordt voorgesteld door de bevoegde schooloverheid, volgens gelijkvormige, door een Koninklijk besluit vast te stellen, regelen. Voor vaststelling van de Staatstoelage wordt zij alleen goedgekeurd, als de Minister van Wetenschappen en Kunsten ze gerechtigd acht.

ART. 7.

Remplacer le texte proposé par le Gouvernement par le texte suivant :

La disposition suivante est insérée à l'article 31 litt. C, à la suite des mots qu'il y a lieu de retenir tout ou partie de l'augmentation périodique de traitement :

Toutefois le Ministre compétent pourra, pour des motifs graves, déclarer directement, qu'il y a lieu de refuser les augmentations prévues à l'article 4 de la présente loi.

ART. 7.

Den Regeeringstekst te vervangen door den volgende tekst :

De volgende bepaling wordt in artikel 31, littera C, na de woorden : « dat de periodische werdeverhooging geheel of gedeeltelijk niet dient te worden verleend ».

opgenomen : Echter kan de bevoegde Minister om gewichtige redenen rechtstreeks verklaren dat de verhoogingen, voorzien bij artikel 4 dezer wet, dienen te worden geweigerd.

ART. 32.

Une indemnité de direction, calculée à raison de 100 francs par classe, est attribuée aux chefs d'école titulaires d'une classe ou qui ont la direction de cinq classes au moins.

Cette indemnité ne peut être inférieure à 200 francs ni supérieure à 600 francs.

Loi actuelle.	Projet de loi.	Wetsontwerp.	Texte proposé par la Commission.
Art. 33. Le Conseil règle, s'il y a lieu, tout ce qui concerne l'établissement et l'organisation des écoles gardiennes et des écoles d'adultes. Toutefois les résolutions des Conseils communaux portant suppression d'une école gardienne communale ou d'une ou plusieurs places d'institutrice-gardienne, sont soumises à l'avis de la députation permanente et à l'approbation du Roi. Toutes les autres dispositions de la loi organique sont applicables aux écoles gardiennes. Pour pouvoir recevoir des subsides de l'Etat, toute école gardienne communale, adoptée ou adoptable doit se soumettre aux conditions suivantes : 1° L'école doit être établie dans un local convenable; 2° Les occupations doivent y être organisées conformément aux instructions du Ministre des Sciences et des Arts, qui détermine le nombre minimum d'heures à y consacrer hebdomadairement; 3° Sous réserve des situations acquises au 1^{er} janvier 1910, les membres du personnel doivent être Belges; 4° Ils doivent être porteurs du diplôme d'institutrice ou de régente ou du certificat d'aptitude aux fonctions d'institutrice gardienne, lequel certificat ne se délivrera plus qu'à la suite de deux épreuves <i>ad hoc</i> subies à un an d'intervalle au moins. Les situations acquises au 1^{er} juillet 1910 sont maintenues; 5° L'école doit se soumettre au régime d'inspection de l'Etat, tel qu'il est établi par la présente loi; 6° Elle doit adopter le régime de gratuité établi par l'article 16 de la présente loi. Un arrêté royal détermine le minimum d'élèves qu'une classe gardienne doit avoir et le maximum d'élèves qu'elle peut avoir pour être admise à bénéficier des subsides de l'Etat. Les subsides de l'Etat aux écoles gardiennes qui se soumettent aux stipulations des alinéas précédents sont équivalents aux traitements du personnel lesquels comprennent nécessairement : 1° Un traitement de base de 2,000 francs; 2° Une indemnité de résidence égale à celle qui est prévue à l'article 20 pour les institutrices primaires; 3° Une indemnité familiale calculée comme pour les instituteurs primaires.	Art. 8. L'alinéa 13 de l'article 33 est modifié comme suit : 1° Un traitement de base, qui sera de 4,800 francs, si l'intéressée possède le diplôme d'institutrice primaire ou de régente, et de 3,600 francs, si elle ne possède que le certificat d'aptitude aux fonctions d'institutrice gardienne ou si elle est dispensée en vertu de l'alinéa 8 du présent article. L'alinéa 16 du même article est modifié comme suit : Les institutrices gardiennes ont droit, si elles possèdent le diplôme d'institutrice primaire ou de régente, à quatorze augmentations successives de 200 francs soit cinq annuelles, cinq biennales et quatre triennales, suivies d'une augmentation finale de 400 francs après 30 années de services. Si elles ne possèdent que le certificat d'aptitude aux fonctions d'institutrice gardienne, ou si elles en sont dispensées en vertu de l'alinéa 8 du présent article, les taux des augmentations sont réduits respectivement à 180 et 300 francs. L'alinéa 17 du même article est modifié comme suit : Pour les institutrices gardiennes non mariées et vivant en commun, les taux du traitement de base et des augmentations périodiques sont réduits de moitié.	Art. 8. Artikel 33, lid 13, wordt gewijzigd als volgt : 1° Eene aanvangswedde, bedragende 4,800 frank, zoo de betrokkene in het bezit is van het diploma van lagere onderwijzeres of van regentes, of 3,600 frank zoo zij slechts het bevoegdheidsdiploma tot het uitoefenen van het ambt van bewaarschoolonderwijzeres bezit, of zoo zij uit hoofde van lid 8 van dit artikel er van vrijgesteld is. Lid 16 van ditzelfde artikel wordt gewijzigd als volgt : De onderwijzeressen der bewaarscholen, zoo zij in het bezit zijn van het diploma van lagere onderwijzeres of van regentes, hebben recht op voortien opvolgende verhoogingen van 200 frank, d. i. vijf jaarlijksche, vijf tweejaarlijksche en vier driejaarlijksche, met eene eindverhoging van 400 frank na 30 jaren dienst. Bezitten zij slechts het bevoegdheidsdiploma tot het uitoefenen van het ambt van bewaarschoolonderwijzeres of zoo zij krachtens lid 8 van dit artikel er van vrijgesteld zijn, dan wordt het bedrag der verhoogingen onderscheidenlijk verminderd tot 180 en 300 frank. Lid 17 van hetzelfde artikel wordt gewijzigd als volgt : Voor de ongehuwde en gemeenschap levende onderwijzeressen der bewaarscholen worden de aanvangswedde en de periodieke verhoogingen op de helft verminderd.	Texte proposé par la Commission. Art. 8. Comme ci-contre, sauf à ramener dans le 1^{er} « 3,600 francs » par « 3,300 francs ».

Loi actuelle.	Projet de loi.	Wetsontwerp.	Texte proposé par la Commission.
Art. 34. Une indemnité spéciale, à charge de l'Etat, est accordée aux instituteurs et aux institutrices qui, outre le diplôme ordinaire, sont porteurs d'un certificat spécial d'aptitude aux fonctions de chef d'école ou de capacité pour l'enseignement de certaines branches à déterminer par arrêté ministériel. Cette indemnité, dont le taux sera fixé par arrêté royal, ne pourra dépasser un maximum de 100 francs.	Art. 9. L'article 34 est modifié comme suit : Une indemnité est attachée à la possession de certificats spéciaux pour l'enseignement de certaines branches. Un arrêté royal détermine les certificats qui entrent en ligne de compte et fixe le taux de l'indemnité pour chacun d'eux. Le montant total de ces indemnités ne peut dépasser 300 francs.	Art. 9. Artikel 34 wordt gewijzigd als volgt : Eene bijzondere vergoeding is verbonden aan het bezit van bijzondere getuigschriften voor het onderricht in zekere vakken. De getuigschriften, die hiervoor in aanmerking komen, en het bedrag der vergoeding voor elk hunner wordt bij Koninklijk besluit vastgesteld. Het gezamenlijk bedrag dezer vergoedingen mag niet boven 300 frank gaan.	Texte proposé par la Commission. Art. 9. Zoals hiernevens.
Art. 35. Des bourses spéciales d'études, à charge de l'Etat, pourront être accordées, à partir de leur 14^e année, aux enfants d'instituteurs qui fréquentent ou qui se disposent à fréquenter les écoles normales de l'Etat ou les écoles normales agréées.	Art. 36. Le traitement de l'instituteur prend cours le premier du mois qui suit l'entrée en fonctions. Tout mois commencé est dû intégralement à l'instituteur démissionnaire, mis en congé ou placé dans la position de disponibilité, ainsi qu'à ses ayants droit, en cas de décès. Le traitement est payé par mois. L'instituteur démissionnaire est tenu de rester à la disposition de l'administration communale pendant un mois au plus, à dater de la remise de sa démission.		
Art. 36. Le traitement de l'instituteur prend cours le premier du mois qui suit l'entrée en fonctions. Tout mois commencé est dû intégralement à l'instituteur démissionnaire, mis en congé ou placé dans la position de disponibilité, ainsi qu'à ses ayants droit, en cas de décès. Le traitement est payé par mois. L'instituteur démissionnaire est tenu de rester à la disposition de l'administration communale pendant un mois au plus, à dater de la remise de sa démission.			

Loi actuelle.	Projet de loi.	Wetsontwerp.	Texte proposé par la Commission.
Art. 34. Une indemnité spéciale, à charge de l'Etat, est accordée aux instituteurs et aux institutrices qui, outre le diplôme ordinaire, sont porteurs d'un certificat spécial d'aptitude aux fonctions de chef d'école ou de capacité pour l'enseignement de certaines branches à déterminer par arrêté ministériel. Cette indemnité, dont le taux sera fixé par arrêté royal, ne pourra dépasser un maximum de 100 francs.	Art. 9. L'article 34 est modifié comme suit : Une indemnité est attachée à la possession de certificats spéciaux pour l'enseignement de certaines branches. Un arrêté royal détermine les certificats qui entrent en ligne de compte et fixe le taux de l'indemnité pour chacun d'eux. Le montant total de ces indemnités ne peut dépasser 300 francs.	Art. 9. Artikel 34 wordt gewijzigd als volgt : Eene bijzondere vergoeding is verbonden aan het bezit van bijzondere getuigschriften voor het onderricht in zekere vakken. De getuigschriften, die hiervoor in aanmerking komen, en het bedrag der vergoeding voor elk hunner wordt bij Koninklijk besluit vastgesteld. Het gezamenlijk bedrag dezer vergoedingen mag niet boven 300 frank gaan.	Texte proposé par la Commission. Art. 9. Zoals hiernevens.
Art. 35. Des bourses spéciales d'études, à charge de l'Etat, pourront être accordées, à partir de leur 14^e année, aux enfants d'instituteurs qui fréquentent ou qui se disposent à fréquenter les écoles normales de l'Etat ou les écoles normales agréées.	Art. 36. Le traitement de l'instituteur prend cours le premier du mois qui suit l'entrée en fonctions. Tout mois commencé est dû intégralement à l'instituteur démissionnaire, mis en congé ou placé dans la position de disponibilité, ainsi qu'à ses ayants droit, en cas de décès. Le traitement est payé par mois. L'instituteur démissionnaire est tenu de rester à la disposition de l'administration communale pendant un mois au plus, à dater de la remise de sa démission.		
Art. 36. Le traitement de l'instituteur prend cours le premier du mois qui suit l'entrée en fonctions. Tout mois commencé est dû intégralement à l'instituteur démissionnaire, mis en congé ou placé dans la position de disponibilité, ainsi qu'à ses ayants droit, en cas de décès. Le traitement est payé par mois. L'instituteur démissionnaire est tenu de rester à la disposition de l'administration communale pendant un mois au plus, à dater de la remise de sa démission.			

Loi actuelle.	Projet de loi.
ART. 37.	
L'instituteur dont l'emploi sera supprimé sous le régime de la présente loi sera placé dans la position de disponibilité et jouira d'un traitement d'attente calculé conformément à l'article 1^{er} de la loi du 4 janvier 1892 et à l'arrêté royal du 21 septembre 1884. Ce traitement, qui ne pourra être supprimé ou réduit que dans les conditions prévues par la loi du 4 janvier 1892, sera supporté par l'Etat, la province et la commune, dans les proportions établies par l'article 5 de la loi du 16 mai 1870. Le temps de disponibilité comptera dans le calcul de la pension, dont le taux sera réglé comme si l'intéressé avait joui de son revenu d'activité pendant qu'il était en disponibilité. Il n'est apporté aucune modification aux dispositions légales ou réglementaires concernant les traitements d'attente pour suppression d'emploi, qui ont été accordés avant la mise en vigueur de la présente loi.	
ART. 38.	
En cas de maladie d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires communales, non placé dans la position de disponibilité, le collège échevinal désigne pour remplacer cet agent, pendant la durée de son congé, un intérimaire choisi parmi les instituteurs diplômés. Le conseil communal fixe le taux de l'indemnité à payer à l'intérimaire, d'après les bases admises pour les instituteurs pourvus d'une nomination définitive; elle est calculée d'après le nombre de jours pendant lesquels l'intérimaire a exercé ses fonctions comparé au nombre de jours pendant lesquels l'école est ouverte au cours d'une année. La dépense résultant de l'intérim est supportée par l'Etat, la commune, la province et le titulaire malade dans les proportions suivantes : 2/5 à charge de l'Etat, 2/5 à charge de la commune, 1/10 à charge de la province et 1/10 à charge du titulaire. Cette intervention sera la même en cas de maladie d'un instituteur diplômé enseignant dans une école adoptée. La dépense résultant de l'intérim dans les écoles adoptables est supportée par l'Etat à concurrence de 1/2 du traitement, calculé d'après les dispositions légales.	

Wettingswet.	Texte proposé par la Commission.
ART. 37.	
L'instituteur dont l'emploi sera supprimé sous le régime de la présente loi sera placé dans la position de disponibilité et jouira d'un traitement d'attente calculé conformément à l'article 1^{er} de la loi du 4 janvier 1892 et à l'arrêté royal du 21 septembre 1884. Ce traitement, qui ne pourra être supprimé ou réduit que dans les conditions prévues par la loi du 4 janvier 1892, sera supporté par l'Etat, la province et la commune, dans les proportions établies par l'article 5 de la loi du 16 mai 1870. Le temps de disponibilité comptera dans le calcul de la pension, dont le taux sera réglé comme si l'intéressé avait joui de son revenu d'activité pendant qu'il était en disponibilité. Il n'est apporté aucune modification aux dispositions légales ou réglementaires concernant les traitements d'attente pour suppression d'emploi, qui ont été accordés avant la mise en vigueur de la présente loi.	
ART. 38.	
En cas de maladie d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires communales, non placé dans la position de disponibilité, le collège échevinal désigne pour remplacer cet agent, pendant la durée de son congé, un intérimaire choisi parmi les instituteurs diplômés. Le conseil communal fixe le taux de l'indemnité à payer à l'intérimaire, d'après les bases admises pour les instituteurs pourvus d'une nomination définitive; elle est calculée d'après le nombre de jours pendant lesquels l'intérimaire a exercé ses fonctions comparé au nombre de jours pendant lesquels l'école est ouverte au cours d'une année. La dépense résultant de l'intérim est supportée par l'Etat, la commune, la province et le titulaire malade dans les proportions suivantes : 2/5 à charge de l'Etat, 2/5 à charge de la commune, 1/10 à charge de la province et 1/10 à charge du titulaire. Cette intervention sera la même en cas de maladie d'un instituteur diplômé enseignant dans une école adoptée. La dépense résultant de l'intérim dans les écoles adoptables est supportée par l'Etat à concurrence de 1/2 du traitement, calculé d'après les dispositions légales.	

Texte proposé par la Commission.	Texte door de Commissie voorgesteld.
ART. 37.	
L'instituteur dont l'emploi sera supprimé sous le régime de la présente loi sera placé dans la position de disponibilité et jouira d'un traitement d'attente calculé conformément à l'article 1^{er} de la loi du 4 janvier 1892 et à l'arrêté royal du 21 septembre 1884. Ce traitement, qui ne pourra être supprimé ou réduit que dans les conditions prévues par la loi du 4 janvier 1892, sera supporté par l'Etat, la province et la commune, dans les proportions établies par l'article 5 de la loi du 16 mai 1870. Le temps de disponibilité comptera dans le calcul de la pension, dont le taux sera réglé comme si l'intéressé avait joui de son revenu d'activité pendant qu'il était en disponibilité. Il n'est apporté aucune modification aux dispositions légales ou réglementaires concernant les traitements d'attente pour suppression d'emploi, qui ont été accordés avant la mise en vigueur de la présente loi.	
ART. 38.	
En cas de maladie d'un membre du personnel enseignant des écoles primaires communales, non placé dans la position de disponibilité, le collège échevinal désigne pour remplacer cet agent, pendant la durée de son congé, un intérimaire choisi parmi les instituteurs diplômés. Le conseil communal fixe le taux de l'indemnité à payer à l'intérimaire, d'après les bases admises pour les instituteurs pourvus d'une nomination définitive; elle est calculée d'après le nombre de jours pendant lesquels l'intérimaire a exercé ses fonctions comparé au nombre de jours pendant lesquels l'école est ouverte au cours d'une année. La dépense résultant de l'intérim est supportée par l'Etat, la commune, la province et le titulaire malade dans les proportions suivantes : 2/5 à charge de l'Etat, 2/5 à charge de la commune, 1/10 à charge de la province et 1/10 à charge du titulaire. Cette intervention sera la même en cas de maladie d'un instituteur diplômé enseignant dans une école adoptée. La dépense résultant de l'intérim dans les écoles adoptables est supportée par l'Etat à concurrence de 1/2 du traitement, calculé d'après les dispositions légales.	

Loi actuelle.	Projet de loi.
ART. 40.	
Un article nouveau est inséré à la suite de l'article 26 de la loi scolaire : ART. 26^{bis}. — L'instituteur est engagé au moins pour l'année scolaire en cours. Il ne peut renoncer à ses fonctions que moyennant un préavis de trois mois et seulement pour l'année scolaire suivante. Faute d'avoir usé de cette faculté, le contrat continue par tacite reconduction pour une nouvelle année scolaire. Les autorités scolaires peuvent également dans les mêmes conditions dénoncer le contrat, mais elles ne peuvent le faire sans motif grave. L'appréciation de ces motifs appartient au conseil communal pour les instituteurs communaux, au conseil prévu par l'article 26 de la loi scolaire pour les instituteurs des écoles adoptées et adoptables, avec, dans l'un et l'autre cas, recours au Roi. Il en est de même pour toute peine disciplinaire pouvant entraîner la révocation en cours d'année. L'instituteur accusé doit être entendu et admis à présenter ou à faire présenter sa défense.	
ART. 40.	
Un article nouveau est inséré à la suite de l'article 26 de la loi scolaire : ART. 26^{bis}. — L'instituteur est engagé au moins pour l'année scolaire en cours. Il ne peut renoncer à ses fonctions que moyennant un préavis de trois mois et seulement pour l'année scolaire suivante. Faute d'avoir usé de cette faculté, le contrat continue par tacite reconduction pour une nouvelle année scolaire. Les autorités scolaires peuvent également dans les mêmes conditions dénoncer le contrat, mais elles ne peuvent le faire sans motif grave. L'appréciation de ces motifs appartient au conseil communal pour les instituteurs communaux, au conseil prévu par l'article 26 de la loi scolaire pour les instituteurs des écoles adoptées et adoptables, avec, dans l'un et l'autre cas, recours au Roi. Il en est de même pour toute peine disciplinaire pouvant entraîner la révocation en cours d'année. L'instituteur accusé doit être entendu et admis à présenter ou à faire présenter sa défense.	

Wettingswet.	Texte proposé par la Commission.
ART. 40.	
Un article nouveau est inséré à la suite de l'article 26 de la loi scolaire : ART. 26^{bis}. — L'instituteur est engagé au moins pour l'année scolaire en cours. Il ne peut renoncer à ses fonctions que moyennant un préavis de trois mois et seulement pour l'année scolaire suivante. Faute d'avoir usé de cette faculté, le contrat continue par tacite reconduction pour une nouvelle année scolaire. Les autorités scolaires peuvent également dans les mêmes conditions dénoncer le contrat, mais elles ne peuvent le faire sans motif grave. L'appréciation de ces motifs appartient au conseil communal pour les instituteurs communaux, au conseil prévu par l'article 26 de la loi scolaire pour les instituteurs des écoles adoptées et adoptables, avec, dans l'un et l'autre cas, recours au Roi. Il en est de même pour toute peine disciplinaire pouvant entraîner la révocation en cours d'année. L'instituteur accusé doit être entendu et admis à présenter ou à faire présenter sa défense.	
ART. 40.	
Un article nouveau est inséré à la suite de l'article 26 de la loi scolaire : ART. 26^{bis}. — L'instituteur est engagé au moins pour l'année scolaire en cours. Il ne peut renoncer à ses fonctions que moyennant un préavis de trois mois et seulement pour l'année scolaire suivante. Faute d'avoir usé de cette faculté, le contrat continue par tacite reconduction pour une nouvelle année scolaire. Les autorités scolaires peuvent également dans les mêmes conditions dénoncer le contrat, mais elles ne peuvent le faire sans motif grave. L'appréciation de ces motifs appartient au conseil communal pour les instituteurs communaux, au conseil prévu par l'article 26 de la loi scolaire pour les instituteurs des écoles adoptées et adoptables, avec, dans l'un et l'autre cas, recours au Roi. Il en est de même pour toute peine disciplinaire pouvant entraîner la révocation en cours d'année. L'instituteur accusé doit être entendu et admis à présenter ou à faire présenter sa défense.	

Loi actuelle.	Projet de loi.	Wettingswet.	Texte proposé par la Commission.	Texte door de Commissie voorgesteld.
ART. 40.				
Un article nouveau est inséré à la suite de l'article 26 de la loi scolaire : ART. 26^{bis}. — L'instituteur est engagé au moins pour l'année scolaire en cours. Il ne peut renoncer à ses fonctions que moyennant un préavis de trois mois et seulement pour l'année scolaire suivante. Faute d'avoir usé de cette faculté, le contrat continue par tacite reconduction pour une nouvelle année scolaire. Les autorités scolaires peuvent également dans les mêmes conditions dénoncer le contrat, mais elles ne peuvent le faire sans motif grave. L'appréciation de ces motifs appartient au conseil communal pour les instituteurs communaux, au conseil prévu par l'article 26 de la loi scolaire pour les instituteurs des écoles adoptées et adoptables, avec, dans l'un et l'autre cas, recours au Roi. Il en est de même pour toute peine disciplinaire pouvant entraîner la révocation en cours d'année. L'instituteur accusé doit être entendu et admis à présenter ou à faire présenter sa défense.				
ART. 40.				
Un article nouveau est inséré à la suite de l'article 26 de la loi scolaire : ART. 26^{bis}. — L'instituteur est engagé au moins pour l'année scolaire en cours. Il ne peut renoncer à ses fonctions que moyennant un préavis de trois mois et seulement pour l'année scolaire suivante. Faute d'avoir usé de cette faculté, le contrat continue par tacite reconduction pour une nouvelle année scolaire. Les autorités scolaires peuvent également dans les mêmes conditions dénoncer le contrat, mais elles ne peuvent le faire sans motif grave. L'appréciation de ces motifs appartient au conseil communal pour les instituteurs communaux, au conseil prévu par l'article 26 de la loi scolaire pour les instituteurs des écoles adoptées et adoptables, avec, dans l'un et l'autre cas, recours au Roi. Il en est de même pour toute peine disciplinaire pouvant entraîner la révocation en cours d'année. L'instituteur accusé doit être entendu et admis à présenter ou à faire présenter sa défense.				

Op artikel 26 der schoolwet volgt een nieuw artikel

Artikel 26^{bis}. — De onderwijzer is op zijn minst voor het loopend schooljaar verbonden. Slechts bij voorbericht van drie msand en tegen het volgende jaar kan hij van zijn ambt afzien. Maakt hij hiervan geen gebruik, dan blijft zijn contract bij verzwegen overeenkomst voor een volgend schooljaar duren.

In dezelfde voorwaarden mogen de schooloverheden eveneens van het contract afzien, niet echter zonder gewichtige roden. Het beoordelen van zulke redenen wordt voor de gemeenteonderwijzers aan den gemeenteraad, voor de onderwijzers der aangenomen en aanneembare scholen aan den onder artikel 26 der schoolwet voorzienen raad overgelaten; in een als ander geval kan beroep op den Koning gedaan. Hetzelfde geldt voor elke tuchtsatral die afstelling onder het schooljaar medebrengen kan. De beklagde onderwijzer dient gehoord en tot verweer gemachtigd.

Dit artikel te doen weggval len.

Loi actuelle.

Art. 39.

L'inspection des écoles communales, des écoles adoptées et des écoles privées subsidées est exercée par l'État; elle ne peut s'étendre au cours de religion et de morale.

Il y a, dans chaque province, un ou plusieurs inspecteurs principaux et, dans chaque ressort d'inspection principale, des inspecteurs cantonaux.

Chaque inspecteur cantonal visite, au moins une fois l'an, toutes les écoles de son canton. Une fois au moins par trimestre, il réunit en conférence les instituteurs de son ressort et adresse à l'inspecteur principal un rapport sur la situation de l'instruction primaire dans les communes qu'il a parcourues. Chaque inspecteur principal préside annuellement une des conférences d'instituteurs et visite, au moins tous les deux ans, chaque école de son ressort. Il adresse, chaque année, au ministre un rapport sur la situation de l'instruction primaire dans son ressort.

Un règlement d'administration générale détermine les attributions et les traitements des inspecteurs, organise le conseil de perfectionnement, les conférences, ainsi que les moyens d'encouragement.

Projet de loi.

Art. 11.

L'alinéa 3 de l'article 39 de la loi scolaire est modifié comme suit :

L'inspecteur cantonal visite au moins deux fois l'an toutes les écoles de son canton. Une fois au moins par trimestre, il réunit en conférence les instituteurs de son ressort et adresse à l'inspecteur principal un rapport sur la situation de l'instruction primaire dans les communes qu'il a parcourues. Chaque inspecteur principal préside annuellement une des conférences d'instituteurs et visite au moins tous les deux ans chaque école de son ressort. Il adresse, chaque année, au Ministre, un rapport sur la situation de l'instruction primaire de son ressort.

Un règlement d'administration générale organise le corps des inspecteurs de l'enseignement primaire, détermine le nombre, les attributions et le traitement des inspecteurs des diverses catégories, et arrête tout ce qui concerne le conseil de perfectionnement, les conférences et les moyens d'encouragement.

Veto du Sénat.

Art. 11.

Lid 3 van artikel 39 der schoolwet wordt gewijzigd als volgt :

Elke kantonmale schoolopziener bezoekt, tweemaal 's jaars ten minste, al de scholen van zijn kanton. Eens per kwartaal ten minste verenigt hij de onderwijzers van zijn gebied in eene vergadering en zendt hij aan den hoofdopziener een verslag over den toestand van het lager onderwijs in de gemeenten welke hij heeft bezocht. Elke hoofdopziener zit jaarlijks eene der onderwijzervergaderingen bij en bezoekt, om de twee jaar, ten minste, iedere school van zijn gebied. Ieder jaar stuurt hij den Minister een verslag over den toestand van het lager onderwijs in zijn gebied.

Een reglement van algemeen bestuur richt het korps der opzieners van het lager onderwijs in, bepaalt het getal, de ambtsbevoegdheden en de jaarwedde van de opzieners der verschillende reeksen; het richt tevens den Verbeteringsraad en de onderwijzervergaderingen in, en stelt de middelen tot aanmoediging vast.

Texte proposé par la Commission.

Art. 11.

Comme ci-contre.

Veto du Sénat.

Art. 11.

Zooals hiernevens.

Loi actuelle.

Projet de loi.

Dispositions spéciales ou transitoires.

Art. 12.

Sous les conditions à déterminer par arrêté royal, les directeurs communaux de l'enseignement primaire qui ne sont spécialement attachés à aucune école tombent sous l'application de la présente loi et de la loi organique de l'instruction primaire.

Les situations acquises au 1^{er} janvier 1920 par des agents de cette catégorie sont respectées.

Art. 13.

Une indemnité de vie chère est accordée, outre les traitements ci-dessus fixés, aux membres du personnel enseignant. Elle sera de 600 francs par an pour les agents laïcs et de 800 francs pour les agents non mariés, vivant en commun.

Le Gouvernement pourra, de trois en trois mois, réviser cette indemnité selon les fluctuations du prix de la vie.

Art. 14.

La présente loi sortira ses effets à partir de sa promulgation.

Veto du Sénat.

Dispositions spéciales ou transitoires.

Art. 12.

Gemeentelijke bestuurders van het lager onderwijs, die aan geene enkele school in het bijzonder verbonden zijn, vallen, binnen de voorwaarden door een Koninklijk besluit te bepalen, onder de toepassing van deze wet en van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

De toestand op 1 Januari 1920 van agenten dezer reeks blijft onaangetoerd.

Art. 13.

Buiten de hierboven vastgestelde wedde wordt een daartebijslag aan de leden van het onderwijzend personeel verleend. Hij bedraagt jaarlijks 600 frank voor de wereldlijke en 800 frank voor de ongehuwde in gemeenschap levende agenten.

Om de drie jaar van de Regeering het bedrag van dezen bijslag herzien naar gelang de wisseling in de levensduur.

Art. 14.

Deze wet treedt in werking bij hare afkondiging.

Texte proposé par la Commission.

Art. 12.

Supprimer l'article.

Art. 13.

Comme ci-contre.

Art. 14.

La présente loi sortira ses effets à partir du 1^{er} Mai 1920.

Veto du Sénat.

Art. 12.

Dit artikel te doen wegvallen.

Art. 13.

Zooals hiernevens.

Art. 14.

Deze wet is verbindend vanaf den 1^{er} Mei 1920.